Le journal d'Arlette Laguiller



**Hebdomadaire** - paraît le vendredi - n° 2331 - 5 avril 2013 - **Prix:** 1 € - DOM: 1,50 €

# Emplois, retraites, salaires oser la force des travailleurs à la dictatu grand cap



L'affaire Cahuzac

**p.** 3

Un symptôme de la pourriture capitaliste

#### SOMMAIRE

#### Leur société

- **p.4** Loi de flexibilité et de précarité du travail
- p. 5 Réforme des retraites
  - Face à la baisse du pouvoir d'achat
- p.6 Taxation à 75% des hauts revenus
  - Hollande au Maroc
  - Contrats de travail et précarité
- p. 7 Politique du logement
  - La mort de notre camarade Dominique Wailly
- **p. 10 B**aisse du budget de la Défense ?
  - La réforme bancaire au Sénat
  - Taxation des dépôts bancaires

#### Dans le monde

- **p. 8-9** Roumanie : grève à l'usine Dacia
  - Tunisie : les salariés de Téléperformance en grève
  - Île Maurice : offensive patronale et réaction ouvrière
  - Madagascar : le cyclone, la misère et la corruption
  - Inde : Novartis empêché de nuire

#### Dans les entreprises

- p. 11 Représentation des syndicats
  - PSA Mulhouse: des heures supplémentaires sur fond de suppressions d'emplois
- **p. 12** Kem One mis en redressement judiciaire
  - Bosch Vénissieux ; Sodimédical – Plancy -L'Abbaye (Aube)
- **p. 13** PSA Aulnay: 11 semaines de
  - Spirel Saint-Rémy-de-Maurienne (Savoie)
- **p. 14** CHU de Dijon et CHI de Clermont-de-l'Oise

p. 15 Sncf – Nantes:

- grève à l'équipement

   Air France région
- parisienne

   Sofedit Gestang (Orne)

#### La fête de Lutte Ouvrière

p. 16 ■ Les 18, 19 et 20 mai à Presles (Val-d'Oise)

#### Gaz

## Les prix baissent... mais les factures augmentent

Suite à un nouveau mode de calcul, le prix du gaz a diminué trois mois de suite. Pas de beaucoup: successivement – 0,5 % en février, – 0,3 % en mars, et – 0,6 % pour le 1er avril. En tout, cela fait environ – 1,4 %. C'est peu, mais bien entendu cela vaut mieux que les hausses continuelles qui avaient lieu précédemment.

le nouveau mode de calcul. Dorénavant, la part de gaz achetée par GDF Suez (et accessoirement par les autres petits fournisseurs) sur le marché « spot », aux prix beaucoup plus bas, est plus importante qu'auparavant. Cela ne concerne cependant qu'une petite partie du gaz acheté, car la plus importante provient toujours des fournisseurs traditionnels (Norvège, Russie, etc.), avec des prix bien plus élevés, alignés sur les cours du pétrole.

Cependant, malgré cette petite baisse, le montant des factures des usagers ne va pas diminuer, bien au contraire. En effet le Conseil d'État avait donné raison aux compagnies gazières (essentiellement GDF Suez) qui protestaient contre le gel des tarifs que leur avaient imposé les régimes successifs de Sarkozy et de Hollande. Les compagnies gazières ont eu le droit de « rattraper » ce qu'elles considéraient comme un manque à gagner. Ainsi, étalé sur plusieurs mois, ce

La raison de ces baisses est nouveau mode de calcul. brénavant, la part de gaz netée par GDF Suez (et acsoirement par les autres tits fournisseurs) sur le mar-

Cependant une question se pose. Rien n'aurait empêché d'instaurer bien plus tôt le nouveau mode de calcul, imposé depuis trois mois aux sociétés gazières. Cela fait des années que les importations de gaz à bon marché augmentent (atteignant 28 % en 2011).

Mais cela fait justement des années que GDF Suez refuse d'en reconnaître la part réelle et fait payer au prix fort aux usagers une bonne partie du gaz acheté au prix faible.

Cela, le Conseil d'État s'est bien gardé de le dire, car sinon ce ne sont pas les usagers qui auraient dû payer pour un prétendu rattrapage, mais au contraire GDF Suez qui aurait dû rembourser le trop-perçu pendant plusieurs années.

Le gaz baisse, tant mieux, mais l'usager a quand même été volé, et l'est encore!

**André VICTOR** 

## Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

#### **Limoges**

Samedi 6 avril à partir de 15 h 30 Maison du Temps libre à Feytiat Allocution de Nathalie Arthaud à 19 h

#### Angers

Samedi 13 avril de 16h à minuit Salle Aragon, rue Joseph-Barra à Trélazé Allocution de Nathalie Arthaud à 19h

#### Saint-Nazaire

Samedi 20 avril de 16 h à minuit Salle Jacques-Brel au Petit-Maroc Allocution de Nathalie Arthaud à 19 h

#### • CERCLE LÉON TROTSKY

#### La gestion capitaliste de l'eau, irresponsabilité et racket

Vendredi 12 avril à 20 h 30 Maison de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5° Métro: Maubert-Mutualité

Participation aux frais: 3 euros

#### Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse

SUIVANTE: LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

#### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

#### **SUR INTERNET**

www.lutte-ouvriere.org www.union-communiste.org contact@lutte-ouvriere.org Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia

(télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

#### Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes) www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information hebdomadaire par e-mail Abonnez-vous gratuitement

#### Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

#### **ABONNEZ-VOUS! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

ou themene postari ed. 20 27 100 KT7 KKB			
Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

#### Éditorial

des bulletins d'entreprise du 1<sup>er</sup> avril

## Opposer la force des travailleurs à la dictature du grand capital

Dix mois de gouvernement socialiste ont suffi pour faire la démonstration que, de Sarkozy à Hollande, c'est du pareil au même. Les mêmes attaques contre les travailleurs, les retraités et les chômeurs, les mêmes cadeaux aux riches, la même incapacité à s'opposer aux licenciements, la même servilité vis-à-vis du grand patronat.

À une différence près: Sarkozy n'a jamais caché qu'il était dévoué corps et âme aux riches. Hollande, lui, a fait mine de s'en prendre à la finance et s'est fait élire par l'électorat de gauche. Par les électeurs du PS, son parti, mais aussi par toute la gauche réformiste, du PCF au Parti de gauche de Mélenchon. Ces formations, tout en se vantant de leur rôle dans l'élection de Hollande, se placent aujourd'hui dans une demi-opposition. Elles ont cependant leur responsabilité dans l'escroquerie qui a consisté à présenter l'un des camps de politiciens de la bourgeoisie comme étant plus favorable aux travailleurs, alors qu'on voit bien aujourd'hui que c'était un mensonge grossier. Cela contribue à la démoralisation de leur propre électorat.

Seuls les plus naïfs ont pu espérer que le numéro de comédien de Hollande, à la télévision, apporterait quoi que ce soit aux salariés, aux retraités et aux chômeurs. «La courbe du chômage sera renversée en fin d'année 2013 », a-t-il affirmé! Outre qu'il n'en sait rien, c'est une façon de dire que d'ici là le chômage continuera à s'aggraver.

Hollande a annoncé une nouvelle attaque contre les retraites. Les salariés devront cotiser plus longtemps pour toucher une pension qui se réduit. Ce 1er avril, est entrée en application la décision de détacher le montant des retraites complémentaires des hausses de prix, ce qui se traduit par un recul du pouvoir d'achat des retraités. Et le pouvoir d'achat diminue aussi pour toutes les familles ouvrières, même quand on a un salaire stable: chacun le constate en faisant ses courses.

Hollande n'a aucune prise sur la vie économique, il n'a aucun poids sur le grand patronat, sur les banquiers, qui dirigent l'économie, et surtout il ne veut pas en avoir. Son rôle est, au contraire, de justifier la politique qui lui est dictée par le grand patronat, de la faire passer pour la seule politique possible. Son rôle est de faire passer pour une vérité absolue que l'économie doit être compétitive, ce qui, dans le langage patronal, signifie qu'il faut que les travailleurs acceptent la flexibilité, les réductions de salaire. Son rôle est de présenter le remboursement de la dette de l'État aux banquiers comme une nécessité, alors que cette dette a été faite pour sortir les banquiers de la faillite qu'ils ont eux-mêmes provoquée par leurs spéculations.

Avec Hollande, les travailleurs font, une fois de plus, l'expérience qu'ils n'ont rien à attendre des dirigeants de l'État, quelle que soit leur couleur politique. Une équipe politique n'est acceptée à la tête de l'État qu'à condition qu'elle soit dévouée à la bourgeoisie, surtout la grande, et à ses intérêts.

Il en est toujours ainsi dans le système capitaliste où, si les hommes politiques occupent le devant de la scène, c'est l'argent qui commande, c'est-à-dire ceux qui en disposent. Comprendre cette vérité-là est le début de la conscience de classe.

Mais la bourgeoisie a bien d'autres pantins dans ses réserves. Les uns brandissent le drapeau réactionnaire du FN. D'autres prétendent critiquer Hollande sur sa gauche, mais sans oser s'en prendre au grand patronat, au système capitaliste. L'espoir pour les travailleurs n'est pas de jeter les marionnettes usées de la bourgeoisie pour en prendre de nouvelles. Il n'est pas non plus de se détourner de la politique. Aux nuances politiques qui se placent sur le terrain du capitalisme, il faut opposer une autre politique, qui oppose la classe ouvrière à son ennemi social: la classe capitaliste qui vit de l'exploitation. Il faut une autre politique, qui ait pour objectif de préserver les intérêts de ceux qui travaillent.

Et aujourd'hui, cette politique signifie imposer l'interdiction des licenciements et l'indexation des salaires et des retraites sur les hausses de prix.

Les confédérations syndicales, qui prétendent défendre les intérêts des salariés, sont loin d'avancer ces objectifs de lutte. Elles privilégient toutes la politique de négociation, alors même que le patronat ne veut rien négocier. Certaines proposent cependant une journée de grèves et de manifestations pour le 9 avril. Il faut y participer, ne serait-ce que pour leur dire que leur devoir serait de proposer aux travailleurs une stratégie de luttes.

Au-delà du jeu des pantins de la politique ou de la couardise des confédérations syndicales, les travailleurs représentent une force sociale, seule capable de s'opposer à la dictature du grand capital. Nous devons apprendre à nous en servir.

#### L'affaire Cahuzac, un symptôme de la pourriture capitaliste

Communiqué de Lutte Ouvrière du 3 avril

Parce que les preuves accablantes commençaient à s'accumuler, Cahuzac a fini par avouer avoir détenu pendant vingt ans un compte en Suisse non déclaré au fisc. L'ex-ministre PS du Budget, censé diriger la lutte contre la fraude fiscale, fraudait lui-même. Il expliquait les nécessités de la rigueur au bon peuple, mais s'en exonérait. L'ancien cardiologue reconverti dans la chirurgie esthétique soignait surtout... ses comptes en banque. Et on ne connaît pas le fin mot de l'histoire.

Frauder le fisc est une seconde nature pour tout bourgeois qui se respecte. Fondé sur l'exploitation, dirigé par les plus fortunés, ce système a fait de l'individualisme et de l'enrichissement ses valeurs car-

en comble par l'argent et c'est logiquement qu'il engendre des politiciens à son image, aussi cupides que dénués de scrupules. Affaire Cahuzac, affaire Sarkozy, affaire Guerini, affaire Woerth... De l'UMP dinales. Il est pourri de fond au PS, la bourgeoisie a la classe politique qu'elle mérite.

Si l'attitude de Cahuzac est révoltante, la vertueuse indignation de tous les politiciens, du PS à l'UMP, qui se succèdent aux micros depuis hier, ne l'est pas moins. Ils jouent les vierges effarouchées parce qu'un des leurs a « menti à l'Assemblée », « menti au peuple », et aurait ainsi, disent-ils tous, « décrédibilisé la parole politique».

Quelle hypocrisie! Que font-ils d'autre, tous autant qu'ils sont, que de mentir à longueur de journée, de se

faire élire sur des mensonges, d'agir sur des mensonges? La gauche s'est fait élire en promettant de défendre le monde du travail: mensonges! Elle a fait semblant de s'offusquer des entreprises qui ferment: mensonges! Elle vote des lois favorables au patronat, en prétendant que c'est pour le bien du peuple : mensonge encore!

Pour les politiciens de gauche comme de droite, mentir est une seconde nature, un mode de vie. Comment pourraient-ils se faire élire, s'ils

disaient la vérité, que leur seul objectif est de servir fidèlement les intérêts de leurs maîtres, les grands capitalistes?

Et même s'il y a d'autres ministres moins véreux que Cahuzac, ils n'en sont pas moins au service de la même classe bourgeoise, habitués à faire les poches des travailleurs pour faire des cadeaux au patronat. Tous nourrissent ainsi le fumier sur lequel prospéreront les Cahuzac et leurs maîtres fortunés, tant que durera le système capitaliste.

**Nathalie Arthaud** 

#### • Loi de flexibilité et de précarité du travail

## Medef et gouvernement PS complices contre le monde du travail

Depuis le 2 avril, le projet de loi visant à généraliser la flexibilité et la précarité du travail pour les 23 millions de travailleurs du privé est en cours d'examen par les députés.

Le gouvernement, pressé de faire adopter son mauvais coup, a engagé une procédure parlementaire accélérée, comportant une seule lecture par assemblée, pour faire adopter sa loi: une semaine de discussion à l'Assemblée nationale, de même au Sénat à partir du 17 avril.

Le gouvernement compte faire passer la loi avant la fin du mois d'avril. Ainsi, début mai, il pourra livrer au patronat de nouvelles dispositions,

lui permettant de licencier légalement des salariés qui refuseraient des mutations géographiques même très éloignées, d'imposer des baisses de salaire, des augmentations des heures de travail ou des modifications d'horaires. Cette loi, en plus, simplifiera et accélérera les procédures de licenciements collectifs. On comprend pourquoi la direction de la CFDT, signataire de cet accord pourri avec le Medef, a annoncé son refus d'un défilé unitaire le 1er mai.

Michel Sapin, le ministre du Travail, chargé de défendre au nom du gouvernement les volontés du Medef dans cette nouvelle loi, prétend accélérer la procédure parlementaire

modifiant le code du travail, parce que cette loi « sera un antisociales, dont le patroaccélérateur à la création d'emplois».

> En réalité, s'il veut bâcler son adoption par sa majorité godillot PS et par une partie de la droite, ce n'est pas par crainte des milliers d'amendements déposés par les députés et sénateurs Front de gauche, mais par crainte des réactions ouvrières. Car derrière l'intitulé mensonger « Sur la sécurisation de l'emploi», de nombreux travailleurs, de nombreux militants syndicaux de tout bord découvrent seulement maintenant les réalités de cette loi, qui veut remettre en cause des droits fondamentaux du monde du

> > Pour présenter ses mesures

nat et l'UMP rêvaient depuis des années, le gouvernement Hollande a utilisé la complicité d'une partie des directions syndicales avec le Medef et les réactions timorées des autres. Car même si les directions syndicales CGT et FO ne sont pas signataires de cet accord avec le Medef, elles se sont prêtées au jeu des négociations sans se déclarer opposées d'emblée, et aujourd'hui elles se contentent d'espérer quelques amendements. Or il est évident que seule une puissante mobilisation des travailleurs, par la grève et les manifestations, pourrait faire reculer le gouvernement et le Medef, et il faut le dire clairement et le préparer.

Le 5 mars, une première journée de manifestations a rassemblé quelques dizaines de milliers de participants. Mardi 9 avril, jour du vote à l'Assemblée nationale, les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une nouvelle journée de grèves et de manifestations. Soyons nombreux à crier que nous ne voulons pas, nous n'acceptons pas cette loi, votée ou non!

#### **Louis BASTILLE**

En Île-de-France, la manifestation régionale partira à 14h de Montparnasse (place du 18-Juin-1940) en direction de l'Assemblée nationale. Lutte Ouvrière appelle à y participer

#### • Le « choc de simplification »...

## Aux dépens de la population

la télévision jeudi 28 mars, mairies, sans d'ailleurs que Hollande a proposé un «choc de simplification ». Il s'agirait de faciliter les rapports entre l'État et le reste de la société, notion qui mélange les particuliers sans distinction de fortune, les entreprises quelle que soit leur taille, les collectivités locales petites ou grandes.

Le 2 avril, c'est Ayrault qui réunissait tous ses ministres en vue du premier choc. Et le porte-parole de déclarer à la sortie de ce Conseil exceptionnel qu'un « moratoire sur les normes » allait être mis en place dès la fin du mois, que l'administration allait multiplier les procédures par Internet et que des regroupements ou suppressions d'agences de l'État allaient et baisses d'impôts aux

#### Après les hôpitaux, les écoles et les tribunaux, le tour des sous-préfectures?

Ce dernier point dissimule à peine la poursuite de la réduction des effectifs de l'État, entamée depuis longtemps, amplifiée par Sarkozy, poursuivie par Hollande. Elle a touché les hôpitaux, l'éducation, l'équipement. réduire le nombre de souspréfectures, comme il a réduit le nombre de tribunaux. Les services des cartes d'identité

Lors de son passage à avaient déjà été confiés aux discours de prédécesseurs l'État leur donne un centime de plus, supprimant au passage un millier de postes dans les sous-préfectures. Aujourd'hui, les partisans des économies budgétaires ironisent sur la sous-préfecture de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) qui gère un territoire de 8 300 habitants, sur celles de Charente-Maritime, distantes de moins de quarante kilomètres les unes des autres, ou tout simplement sur le fait que le découpage administratif date de Napoléon. Mais la raison unique de ces réorganisations est la recherche d'économies. L'État s'ampute volontairement, pour pouvoir offrir crédits, marchés capitalistes. Non seulement les intérêts de la population ne sont pas pris en compte, mais elle n'est même pas consultée. Et qui a demandé aux petites communes comment elles allaient se débrouiller avec un personnel réduit et des dotations diminuées?

#### Des économies contre la population

Le « moratoire sur les L'État en est désormais à normes », autrement dit le coup d'arrêt à la complexité administrative croissante, est la énième tentative en ce sens. Les journalistes se sont et des permis de conduire fait une joie de retrouver les

de Jean-Marc Ayrault disant exactement la même les services d'archéologie chose. Messieurs Boulard et Lambert, auteurs du rapport « L'inflation normative » remis le mois dernier au président et inspirateurs de sa soif de simplification, ont même retrouvé une note de Clemenceau datée de mars 1917. Ce dernier promettait alors quasiment le peloton d'exécution aux fonctionnaires qui multipliaient la paperasse.

Les rapporteurs ont évidemment beau jeu de raconter comment un texte protégeant une espèce rare d'escargot a permis de retarder la construction d'une route, ou comment le changement des règles du basket obligeait toutes les municipalités à repeindre à grands frais leurs parquets de gymnase. Mais les

public.

Ainsi, constatant que préventive peuvent retarder des travaux routiers, le temps d'estimer la valeur des sites mis au jour et éventuellement de les fouiller, le rapport propose de laisser la décision au préfet, « défenseur de l'intérêt général ». Un préfet sera certainement plus sensible aux arguments de Vinci ou de Bouygues qu'à ceux d'un spécialiste de l'habitat mérovingien. Et en quoi est-ce là l'intérêt général?

#### Réduire les services

Les rapporteurs décrivent aussi le « parcours du combattant » d'une municipalité qui veut prolonger le CDD d'employés donnant satisfaction. Il est certain qu'il serait plus simple simplifications proposées par le que les collectivités territoriales rapport vont toutes dans le sens puissent embaucher qui des économies sur le service elles veulent, au tarif et pour

la durée qu'elles veulent. Et même, tant qu'on y est, de se passer de code du travail...

De même, Lambert et Boulard déplorent qu'une norme impose le ramassage des ordures, porte à porte, au moins une fois par semaine et à date fixe. Ils proposent donc une plus grande souplesse, qui inciterait la population à faire plus attention à ses déchets, à les trier, à les gérer. Pourquoi pas, si cela ne servait pas au final à arrondir la cagnotte de Veolia et autres sociétés spécialisées dans le traitement des déchets?

Ce rapport, comme le peu que l'on connaît aujourd'hui des projets gouvernementaux, incite d'une part à laisser les mains plus libres à l'État pour qu'il tranche plus rapidement en faveur des puissants et de l'autre à réduire les services qu'il est censé rendre à la population.

**Paul GALOIS** 



#### • Réforme des retraites

## **Hollande annonce la couleur**

Le 28 mars sur France 2, Hollande a confirmé qu'une réforme des retraites était en préparation. Une commission sur l'avenir des retraites a été chargée de faire des propositions.

En attendant, Hollande s'est déclaré partisan d'un allongement de la durée de cotisation. « Mais on n'en aura pas fini pour autant», a-t-il ajouté, sans exclure pour justifier les mesures d'autres mesures, comme par exemple la désindexation des pensions de retraite sur les prix, autrement dit la baisse de leur pouvoir d'achat, mesure qu'il juge «très courageuse» et «très responsable », déjà adoptée le 13 mars dernier par les représentants patronaux et syndicaux qui gèrent le régime des retraites complémentaires.

Dans une interview au Journal du Dimanche du 31 mars, Jean-Marc Aya assuré qu'il n'était pas question de toucher à l'âge 62 ans jusqu'en 2017 dede 2010. Et il s'est décla- nombreux. ré, lui aussi, partisan de l'allongement de la durée mée des retraites est inacde cotisation. «*L'espérance* de vie a considérablement augmenté, a-t-il expliqué. 20 milliards de déficit

On vivra plus longtemps à invoqués par Hollande monde le comprend. Mais les régimes de retraite seront en déficit de 20 milliards d'euros en 2020 si nous ne faisons rien.» Il a ajouté qu'il « préserverait les petites retraites». Mais, donc, pas les autres.

Les réformes des retraites se suivent et se ressemblent. Les arguments annoncées ne sont pas moins faux, pas moins hypocrites quand c'est Hollande qui les utilise que quand c'était Sarkozy.

Recul de l'âge légal de départ à la retraite, façon Sarkozy, ou augmentation de la durée de cotisation, façon Hollande, le but est le même: non pas accroître la durée d'activité, ce qui dépendrait des employeurs, mais baisser le montant des pensions de tous ceux et celles qui, rault, le Premier ministre, en raison des périodes de chômage, de travail à temps partiel, de contrats légal de départ en retraite, précaires, n'auront pas porté progressivement à pu accumuler le nombre de trimestres requis. Et puis la réforme de Sarkozy ils sont de plus en plus

> Cette baisse programceptable, avec Hollande comme avec Sarkozy. Les

la retraite que nos parents pour justifier sa réforme et grands-parents. Tout le n'ont rien à voir avec la démographie, ni avec l'évolution de l'espérance de vie. Deux ans après la réforme de Sarkozy, comment peut-on oser l'argument sur l'allongement de l'espérance de vie? Comme si, en deux ans, cela pouvait expliquer le trou nouvellement découvert de 20 milliards d'euros dans les caisses des régimes de retraite, et donc la nécessité d'un nouvel allongement de la durée de cotisation.

Les déficits des caisses de retraite sont liés uniquement à la prolongation de la crise, à l'explosion du chômage, à la pression accrue du patronat sur les salaires de ceux qui travaillent, au détournement d'une part de plus en plus grande des richesses produites en faveur des actionnaires, et à l'effondrement des cotisations aux régimes de retraite qui en est la conséquence. Les retraités et les futurs retraités ne sont pour rien dans le déficit des régimes de prévoyance. C'est aux banquiers, aux grands patrons, aux gros actionnaires, qui sont à la fois les responsables et les profiteurs de la crise, de les combler.

Jean-Jacques LAMY

## Montebourg, ses logiciels et le patriotisme économique

«L'Agence française des investissements internationaux va offrir gratuitement aux entreprises qui le souhaitent un nouveau service permettant de calculer les avantages de tous ordres à relocaliser des activités... Il y a un mouvement naissant patriotique en France, à la fois des consommateurs et des producteurs. »

Alors que les chiffres du chômage sont de plus en plus catastrophiques, qu'Hollande ne sait que demander la patience, Montebourg, son ministre du Redressement productif, vient d'annoncer dans une interview au journal Les Échos une « nouvelle » initiative, selon lui porteuse d'espoir.

L'évolution de l'emploi, les licenciements comme les embauches dépendent d'abord et avant tout du choix des actionnaires d'un nombre limité de très grandes entreprises. Selon la dernière étude de l'Insee, les 2500 plus grandes entreprises du pays emploient directement 4,2 millions de salariés en France (et contrôlent dans le pays une multitude d'entreprises qui emploient d'autres millions de salariés). Ce sont ces mêmes 2500 entreprises qui emploient 4,7 millions de salariés dans d'autres pays et qui y contrôlent 31 000 entreprises. Ce sont elles qui font la pluie et le beau temps dans l'économie et aussi, en passant, dans la politique.

Qui pourrait penser que ce qu'il leur manque est un logiciel gratuit pour savoir ce qui est bon pour elles, c'està-dire pour leurs profits ? Ouvrir, et souvent fermer une usine, jeter des milliers de salariés à la rue, en France mais aussi dans un autre pays, elles font cela tous les jours. Leur seul critère est:

combien cela rapporte en dividendes? Les licenciements sont pour elles un des principaux outils pour faire payer aux travailleurs, malgré la crise, le maintien de leurs profits. Ceux qui sont mis à la rue paient, comme ceux qui restent au travail en étant surexploités.

En réalité, la seule utilité de ce gadget, comme de toute cette propagande sur le « patriotisme économique », est de détourner l'attention des travailleurs des vrais coupables et de leur faire croire que leur sort serait lié à la réussite de leurs pires ennemis. Ces 2500 entreprises, les plus riches du pays, ont engrangé des milliards de profits cette année encore, mais elles n'entendent ni les restituer à leurs salariés, ni même s'en servir pour investir vraiment.

Leur faire arrêter le massacre de l'emploi, les contraindre à embaucher ne dépend ni d'un logiciel ni d'un quelconque sentiment patriotique, mais de la contrainte que des milliers de travailleurs pourront exercer sur ces grands patrons. Tous les travailleurs sous la coupe de ces grands groupes, qu'ils soient en France ou dans d'autres pays, ont un intérêt vital à unir leurs forces pour imposer à leurs ennemis communs la garantie de leur avenir.

**Paul SOREL** 

## • Face à la baisse du pouvoir d'achat

## Il faut indexer les salaires et pensions sur les prix!

Pour la première fois depuis trente ans, les statisticiens n'est pas la hausse programmée de l'Institut national de la statistique (Insee) ont admis que le pouvoir d'achat avait baissé de 0,4 % en moyenne en 2012, ce qu'ils n'avaient pas vu depuis 1984, au temps de la rigueur imposée par Mitterrand, un des inspirateurs de François Hollande.

Pire, il s'agit d'une moyenne couches populaires. et, au seul dernier trimestre de 2012, la chute était de 0,8 %. Les statisticiens de l'État arrondissent d'ailleurs cette baisse à 1% du pouvoir d'achat et l'expliquent à la fois par des « salaires qui ne sont pas très dynamiques», ce qui est le moins qu'on puisse dire, mais aussi par une pression fiscale plus forte, notamment sur les

Le second semestre de l'année 2012 a en effet été marqué par le gel du barême de l'impôt, décidé par Sarkozy et maintenu par Hollande, ce qui a mécaniquement entraîné une hausse de l'impôt sur les revenus y compris très modestes. Il s'y est ajouté au quatrième trimestre la hausse des cotisations sociales à la charge des salariés. Et ce

de la TVA qui va améliorer la situation.

Les commentateurs de l'Insee se consolent pour le moment en notant que la consommation n'aurait baissé que de 0,1 %, parce que certains consommateurs puisent dans leurs économies. Encore faut-il en avoir.

Il n'est pas acceptable que le pouvoir d'achat soit ainsi grignoté peu à peu par l'inflation. À chaque fois que les prix augmentent, les salaires et les pensions doivent être immédiatement réajustés!

**Jacques FONTENOY** 



## • Hollande au Maroc **Bonnes** affaires chez son ami le Roi

Hollande en visite officielle au Maroc, les 3 et 4 avril, voilà une décision qui n'a pas dû réjouir les parlementaires marocains, obligés de reprendre leur séance plus tôt que prévu pour que le président français puisse leur faire un discours. Autres mécontents, les supporters du club de football le Raja, qui ont vu la demi-finale de la coupe des clubs de l'Union arabe de football, attendue à Casablanca, délocalisée à une centaine de kilomètres.

Mais ceux qui étaient contents par avance étaient les soixante patrons français qui faisaient partie du voyage présidentiel, dont 36 figurent au CAC 40. Ils seraient bien ingrats d'ailleurs s'ils ne l'étaient pas. Car, sous le prétexte d'« entretenir l'amitié », de renforcer « une relation au beau fixe», voire de «confirmer la solidité des liens unissant la France et son premier partenaire au Maghreb, audelà des alternances politiques » – comme l'affiche la presse française – le voyage de Hollande et de son équipage de patrons devrait être, comme toujours, une excellente occasion de conclure ou pour le moins de préparer des signatures de marchés d'importance pour les capitalistes hexagonaux.

750 entreprises françaises sont présentes sur le sol marocain, pays dont la France est un des principaux fournisseurs (pour cinq milliards d'euros en 2012), et où elles emploient près de 100 000 personnes. Les capitaux placés au Maroc représentent 16 milliards, ce qui fait de la France le premier investisseur dans le pays. Cette fois, il s'agissait d'obtenir une quinzaine de nouveaux contrats, dans le domaine ferroviaire, tramways, métro, TGV, de l'agroalimentaire et de l'épuration des eaux. Une station d'épuration construite par une filiale de GDF Suez a d'ailleurs été inaugurée. Le groupe devrait aussi bénéficier de la construction à Tarfaya du plus grand parc éolien d'Afrique. EDF Énergies nouvelles attend un accord sur la vente d'électricité fournie par le parc

éolien qu'il construit à Taza, et va construire également en commun avec le Japonais Mitsui un autre parc de 150 mégawatts fonctionnant avec 50 turbines Alstom. Quant à Vivendi, il espère retirer 4,5 milliards de la cession imminente de ses parts dans Maroc Telecom.

Cette situation affriolante pour les capitalistes français, et pas que pour eux, justifie sans doute aux yeux de leur commis voyageur, Hollande, une certaine indulgence dans le jugement porté sur la politique du roi à l'égard de la population du pays. Il devait d'ailleurs, selon l'un de ses conseillers, saluer «l'impulsion démocratique et l'élan réformateur du roi».

Cela n'est pas ainsi qu'une grande partie de la population pauvre peut voir les choses. Les « réformes » promises depuis deux ans, même si elles n'ont guère suscité d'espoirs, sont toujours au point mort. La corruption au sein du Makhzen (l'appareil d'État de haut en bas) règne de plus belle. Le nouveau gouvernement, dirigé par le Parti (islamiste) de la justice et du développement, se montre tout aussi aux ordres que le précédent. Et nombre d'opposants au régime, comme certains membres du M20F qui s'est formé au cours des manifestations de février 2011, subissent une répression brutale. La population, de plus en plus touchée par la crise, ne voit progresser que le chômage et les hausses de prix, notamment celles du carburant, de l'eau et de l'électricité. Aux manifestations, comme il y a deux mois à Marrakech, le pouvoir répond par la matraque, les emprisonnements, voire les tortures. La nouvelle menace que représentent les récentes consignes du FMI, en échange d'une « ligne de précaution et de liquidités » de 6,2 milliards de dollars, risque de se traduire par le gel des salaires, la baisse des dépenses sociales et des retraites, et le démantèlement du système de subventions aux produits de base.

Face à cette situation, les discours « d'amitié » de Hollande envers le peuple marocain risquent de sonner particulièrement faux.

**Viviane LAFONT** 

#### • Taxation à 75 % des hauts revenus

## Plus on en parle, moins on la voit

Le Conseil constitutionnel avait rejeté la taxation à 75 % des revenus audelà d'un million d'euros. Hollande a annoncé qu'il la maintenait, mais qu'elle serait payée par l'entreprise. Il lui est d'autant plus facile d'affecter la fermeté sur le sujet que cette taxe n'est qu'un alibi pour faire croire que le gouvernement socialiste répartit équitablement les sacrifices et n'hésite pas à s'en prendre aux plus fortunés.

François Hollande avait lancé cette promesse au beau milieu de sa campagne électorale de 2012, histoire d'apparaître un peu plus à gauche aux yeux de l'électorat. Elle pouvait alors résonner comme une promesse de «faire payer les riches », si l'on se dispensait d'y regarder de plus près. On voit bien aujourd'hui que sa

réalisation ne les gênera en rien.

Un millier de personnes seulement devraient être concernées, essentiellement les dirigeants de grandes entreprises, pour deux ans seulement et uniquement sur la partie de leurs revenus dépassant le million d'euro. Les salaires de ces gens-là sont en soi un scandale, comme celui du PDG de Total, dont les revenus atteignent 4,91 millions d'euros par an. C'est le prix auquel les actionnaires, qui gagnent beaucoup plus encore, sont prêts à rémunérer des hommes et des femmes dont le principal mérite est d'être prêts à tout pour leur faire gagner toujours davantage, comme de fermer des usines sans états d'âme. Leur faire payer un tout petit peu plus d'impôt ne les empêchera pas de nuire et ne changera en rien le sort des travailleurs.

Pour les entreprises qui devront payer, ce sera infime. Même si Total paye 75 % sur la partie dépassant le million

d'euros du salaire de son PDG, cela ne fera encore que 0,02 % de son bénéfice de douze milliards et demi. Il n'est d'ailleurs même pas certain que ces sommes entrent finalement dans les caisses de l'État. Les fiscalistes des grands groupes sont déjà mobilisés pour leur permettre de tourner la loi comme ils le font pour tous leurs impôts, et ils pourraient faire rémunérer leurs dirigeants par des filiales installées à l'étranger.

Au bout du compte, cette mesure se résume à une partie d'esbroufe destinée à faire croire que l'impôt va peser lourdement sur les plus riches, alors qu'il ne fait que les effleurer, et encore pas les plus fortunés. Les travailleurs, eux, doivent payer de plus en plus en se privant de ce qui leur est nécessaire. Ce sont bien les seuls que le gouvernement socialiste pressure pour alimenter les caisses de l'État.

**Daniel MESCLA** 

## Contrats de travail Toujours plus de précarité



bauches actuelles dans les précarité des salariés est en serait-ce qu'un crédit auto. entreprises de plus de dix salariés se font en CDD, soit pour une période de dix-huit mois maximum. Alors qu'en 2000 un tiers des contrats de travail étaient des contrats courts en CDD, aujourd'hui ils représentent les deux tiers.

Selon un organisme économique, l'Office français des conjonctures économiques (OFCE), le CDD « est devenu la norme au niveau des embauches». En effet les CDI ne représentent plus que 2,4 % de celles-ci.

C'est dire que parallèlement à la montée du chômage,

Selon le ministère du Tra- qui est continue maintenant plus jeunes de quitter le domihausse, puisque le quart des chômeurs sont des ex-CDD dont le contrat est arrivé à expiration.

Ces travailleurs précaires sont en majorité des jeunes, des femmes et des employés du secteur des services. Les témoignages des salariés victimes de ce système sont éloquents. Ils ou elles dénoncent des «salaires au raz des pâquerettes» et des emplois «où l'on recommence à zéro à chaque coup». Les périodes de chômage alternent avec des périodes en CDD, ou réciproquement, ce qui rend impossible pour les

vail, près de 82 % des em- depuis vingt-deux mois, la cile des parents ou d'obtenir ne

En janvier dernier, Michel Sapin, le ministre du chômage, pardon, du Travail, avait déclaré vouloir « faire en sorte que le CDI redevienne une forme normale d'embauche », pour finalement applaudir à l'accord dit de « sécurisation de l'emploi », qui propose un CDI qui a tout d'un emploi en CDD puisqu'il sera «flexibilisé» en facilitant les licenciements et le recours au chômage partiel. Un tour de passe-passe qui, malgré toutes les bonnes paroles qui l'accompagnent, ne créera pas d'emplois durables.

**Jacques FONTENOY** 

#### • Politiques du logement

## Aucun résultat au bout

La droite a eu sa loi Dalo, qui théoriquement permettait à un mallogé ou à un sans-logis d'exiger de l'État un relogement décent, mais dont l'efficacité est quasi invisible.

Le gouvernement de gauche, lui, a fait plusieurs propositions. En novembre dernier, Cécile Duflot, ministre du Logement, a remis à l'ordre du jour une procédure de réquisition de logements vides appartenant à des sociétés, procédure dont l'échéancier est si bien aménagé que le propriétaire peut repousser ou esquiver cette réquisition en s'engageant à faire des travaux ou à trouver un locataire sous trois mois. La ministre avait prévenu que l'affaire était complexe: en effet, les mal-logés n'en ont pas vu le moindre

Le 21 mars, Hollande a présenté solennellement un plan d'investissements pour le logement, promettant de faciliter la gestion de la trésorerie des entreprises du bâtiment, un taux réduit de TVA, une réduction des normes, etc. Au total, ce sont une vingtaine de mesures, essentiellement pour «soutenir le secteur de la construction durement impacté par les difficultés économiques» et, éventuellement, procurer à des locataires aux revenus modestes quelques vrais logements à loyer modéré.

Cécile Duflot revient maintenant sur son projet, évoqué en janvier dernier, de « garantie universelle des revenus locatifs ». Il s'agirait d'inciter les propriétaires qui ne louent plus leur bien par crainte des impayés, à chercher à nouveau

des locataires. Comme si c'était le problème majeur des gros propriétaires, en particulier les banques ou sociétés d'assurances, qui spéculent sur la pénurie de logements! Et qui paiera cette garantie? Le président de l'Union nationale de la propriété immobilière a déjà annoncé qu'il était exclu qu'on prélève un petit pourcentage sur les loyers pour financer cette assurance; pour lui, c'est au locataire de s'assurer. Cela promet bien des négociations avant la finalisation de la grande loi sur le logement promise pour juin.

Chaque fois que le sort des mal-logés revient à la une de l'actualité, un projet resurgit, qui a tout d'une usine à gaz et qui ne résoudra pas ce problème de plus en plus urgent.

Sylvie MARÉCHAL



## Halte aux expulsions!

Elles sont de plus en plus sys- tion constante. tématiques, selon les termes de la fondation Abbé-Pierre, qui sifs ont promis de s'attaquer parle d'un « traitement répressif sans précédent » croissant au fil des années: de 2001 à 2011 les expulsions réalisées par la police ont doublé, passant de 6 337 à 12 759. Mais, à ces expulsions manu militari, il faut ajouter tous les départs forcés sous la pression des huissiers et par peur d'une intervention policière, soit au total 40 000 à 50 000 familles chassées de chez elles chaque année.

Une partie croissante de la population, en raison du chômage mais aussi de la faiblesse des salaires, se trouve de plus

Les expulsions locatives en plus souvent incapable de ont repris depuis le 31 mars. payer des loyers en augmenta-

> Les gouvernements succesau problème, de construire au moins une partie des logements sociaux réclamés par 1 200 000 personnes. Mais, entre 2001 et 2012, selon le rapport de la fondation Abbé-Pierre, 54 % de la production nouvelle de logements prétendument destinés aux revenus modestes ont été financés par le PLS (plan locatif social), dont le niveau de loyer n'est accessible qu'à 15 % des demandeurs de logement social. Pour 2013, les mises en chantier diminuent globalement avec, selon la Fédération du bâtiment,

315 000 logements neufs prévus, alors que le gouvernement en promettait 500 000, dont 95 000 logements sociaux, au lieu des 150 000 annoncés.

La priorité, comme le réclament les différentes associations de défense des mal-logés et un certain nombre de maires, c'est d'abord un arrêt des expulsions. C'est aussi la réquisition des appartements vides, pour héberger en urgence ceux qui se retrouvent déjà à la rue. C'est enfin une réelle politique du logement, et non une succession de plans qui visent plus à soutenir les promoteurs qu'à résoudre le problème des mal-logés et des

S. M.

## **Dominique Wailly,** notre camarade



Notre camarade Dominique Wailly est décédé à l'âge de 60 ans, après une bataille de trois années contre le cancer.

Il avait choisi de lutter contre le capitalisme depuis qu'il était lycéen. Deux ans après 1968, par ses lectures et l'étude de l'histoire, il s'était convaincu des idées communistes et avait choisi de militer en tant qu'ouvrier.

Après son diplôme d'ajusteur-outilleur, il fut embauché en 1974 à Massey-Fergusson, une grande usine de la banlieue de Lille, avec une forte implantation de la CGT et du Parti communiste. Il fut exclu de ce syndicat dès qu'il parla et organisa quelques travailleurs pour un comité de grève. Il continua à militer syndicalement à FO.

Quand les patrons décidèrent la fermeture de l'entreprise, la gauche était revenue au gouvernement avec Mitterrand et Mauroy. Dominique ne se faisait bien sûr aucune illusion sur le soutien qu'apporterait le gouvernement aux ouvriers en lutte contre la fermeture, contrairement à de nombreux travailleurs, y compris cégétistes. La lutte isolée des travailleurs de Massey ne put empêcher la fermeture de l'entreprise. Des années plus tard, ces militants CGT et PCF renouèrent des liens fraternels avec Dominique, reconnaissant leurs illusions de l'époque.

Après Massey, pour Dominique comme pour beaucoup, commencèrent des années d'intérim ou de soustraitance, de travail précaire et souvent dur. Dans plusieurs de ces entreprises, il put regrouper des travailleurs, leur faire partager les idées communistes et contribuer ainsi à créer des bulletins politiques: au peignage Amédée à Roubaix, à la Française de mécanique près de Lens, à Renault Douai, à la Cristallerie d'Arques... Dominique savait reconnaître et apprécier ceux avec qui il travaillait et retraite.

se faire apprécier. Il savait parler et aussi écouter.

En 1991, lors de la création de cette entreprise, il entra à Aluminium Dunkerque et y créa la CGT. Pendant plus de vingt ans, il fut apprécié par ses camarades, pour ses idées syndicales et politiques et aussi ses capacités d'organisation. Il y eut notamment la grève de 35 jours en 2000 contre l'imposition des mesures négatives de la loi sur les 35 heures, qui fut une grève victorieuse! Et il y en eut d'autres, sur les salaires notamment. S'il reste dans cette entreprise des traditions de lutte et d'organisation, il y aura beaucoup contribué.

En tant que militant CGT, à l'UL, l'UD et la Fédé Chimie, et sans sectarisme vis-à-vis des autres syndicats, il joua un rôle dans beaucoup d'autres entreprises, notamment autour de Calais et Dunkerque. Il aida à former des syndicats, à conduire démocratiquement des grèves, à lever les illusions, donna des idées pour déjouer les pièges. Le corporatisme lui était étranger et le nationalisme était son ennemi. Les défaites et les reculs ne l'ont pas démoralisé. Il savait comment ramener les travailleurs et les militants à la réalité et expliquer ce qui était possible et ce qui ne l'était pas.

Dominique nous manquera, parce qu'il était chaleureux, drôle et humainement attachant. Le militant nous manque parce qu'il avait accumulé une expérience précieuse, l'expérience que l'on ne peut acquérir que par la lutte quotidienne et qui donne la fierté d'être un ouvrier communiste.

Jusqu'aux derniers moments, il s'est préoccupé du conflit actuel à Aluminium Dunkerque. Il voulait transmettre encore. Mais la maladie l'a rattrapé, comme pour beaucoup trop d'ouvriers qui ne vivent même pas leur

#### Roumanie

## **Grève à l'usine Dacia de Mioveni**

Le 20 mars, une grève a éclaté en équipe du matin à l'usine Dacia de Mioveni, en Roumanie. En cause principalement les salaires, mais aussi les conditions de travail et de vie à l'usine, qui compte plus de 13 000 ouvriers.

Mécontents que la direction fasse sciemment traîner la négociation du nouvel accord collectif de travail, l'ancien prenant fin le 6 avril, des ouvriers des secteurs de la tôlerie, des presses, du montage, de la fonderie et de la peinture ont arrêté le travail dans la matinée et ont manifesté dans l'enceinte de l'usine.

S'adressant aux journalistes présents de l'autre côté de la clôture, des grévistes ont exigé que la direction termine les négociations entamées depuis plus d'un mois. Celle-ci prétend que le salaire est bon, mais comme le disait un travailleur, « nous gagnons 2000 lei (450 euros) en travaillant six jours sur sept. Une fois que nous avons payé toutes nos factures, nos poches restent vides. » Or les prix, le gaz, la nourriture, tout augmente. Mais les grévistes ont

également protesté contre la les fait fouiller à corps à la «en Europe» il y aurait aussi nourriture servie à la cantine sortie, fouillant aussi le sac beaucoup à dire! disparu du déjeuner».

de l'entreprise, « pire au'à la à main des travailleuses. caserne, c'est-à-dire des hari- « Nous sommes européens, a née et demie, bien qu'elle ait cots et du chou; la viande a dit l'un, les conditions de travail doivent être les mêmes vailleurs, n'a pas eu l'heur de Par ailleurs, les grévistes qu'en Europe. » Ce serait bien plaire aux dirigeants syndiont dénoncé l'attitude ar- le moins en effet, même si caux qui, à l'instar de la dirogante de la direction qui sur les conditions de travail rection, l'ont déclarée illégale,



Cette grève d'une jour-

mobilisé près de 3 000 traselon la presse locale, ajoutant que les négociations se dérouleraient selon le calendrier prévu. Pendant ce temps, la direction mentait sur le niveau des salaires dont elle prétend qu'ils se montent à 837 euros brut, somme qu'elle juge importante comparée au « salaire moyen » chez Renault France, selon elle de 2500 euros. Et, comme par hasard, des bruits menaçants laissent entendre que les salaires des travailleurs de Dacia Maroc seraient encore plus faibles...

Les patrons de Dacia-Renault, lors de ce mouvement, ont perdu plus de 1500 voitures. Ils pourraient en perdre plus si des hausses de salaire n'interviennent pas le 6 avril, lors du renouvellement de l'accord. Car c'est visiblement ce qu'attendent de pied ferme les travailleurs de l'usine.

**Hubert PAILLON** 

## •Île Maurice Offensive patronale et réaction ouvrière

Si le gouvernement mauricien n'est visiblement pas pressé de mettre en place des services publics dignes de ce nom, en particulier dans le domaine de la prévention des risques, ce que lui reprochent nombre d'habitants après les inondations du 30 mars qui ont fait onze morts dans la capitale, il est en revanche bien plus empressé quand il s'agit d'édicter les lois favorables aux capitalistes.

Aussi, mardi 26 mars, a été présenté devant l'Assemblée nationale de l'île Maurice un projet d'amendements qui modifierait la législation du travail

conventions collectives, et ainsi contrats au rabais. Un amendement permettrait notamment tains types de contrats de travail, de licencier plus facilement un

Relations industrielles se défend de vouloir mettre en péril le droit faciliter les licenciements pour duisent l'exaspération des trade grève, pourtant il continue à raison économique. Cet amen- vailleurs mauriciens contre expliquer que certains « abusent dement aurait déjà permis au les nombreuses attaques qu'ils des grèves pour paralyser le pays ». En fait le gouvernement dirigé par Navin Ramgoolam, leader du Parti travailliste, accède là aux souhaits du patronat mauri- et en ne leur versant presque cien, d'une part, formulés par les dans un sens clairement favo- deux grandes fédérations patrorable au patronat. Ce projet, que nales, la Mauritius Employers le gouvernement préparait déjà Federation et la Mauritius Sugar cette loi à un seul mois. depuis plusieurs mois, vise prin- Producers Association. La pro-

patronat de sortir du cadre des l'île et des revenus de la bour- par l'arrestation de 21 d'entre tains grands capitalistes étranmain-d'œuvre mauricienne.

Le ministre du Travail et des réclament l'abrogation de celui lois. mis en place en 2009 en vue de comme c'était le cas auparavant, plus aucune indemnité. Le prélicenciement a été ramené par

En décembre dernier, un les salaires sont de cinq à dix cipalement à remettre en cause le duction sucrière représente une premier rassemblement de mili- fois inférieurs. droit de grève et à permettre au grosse part de la production de tants syndicaux s'était conclu

geoisie mauricienne. Et, d'autre eux. Depuis, de nombreuses d'imposer aux travailleurs des part, c'est aussi l'exigence de cer-réunions d'information et plusieurs manifestations ont eu gers investissant dans l'île, inté- lieu, dont une qui s'est tenue à un patron, dans le cas de cer-ressés à voir baisser le coût de la le 16 mars et qui a rassemblé environ 5 000 personnes dans Les organisations syndicales la capitale de l'île. Les slogans travailleur qui aurait participé à de l'île dénoncent ces amende- dénonçaient le nouvel esclavage ments en passe d'être adoptés et que promettent les nouvelles

> Ces mobilisations trapatronat de licencier plus de subissent, mais aussi contre les 18 000 travailleurs sans besoin licenciements et les fermetures d'autorisation administrative d'entreprises qui se multiplient, contre la dégradation de leur pouvoir d'achat du fait d'une forte inflation. Celle-ci a porté avis de quatre mois en cas de les prix de nombreux produits de base à des niveaux proches des prix occidentaux, alors que

Émile GRONDIN

#### Tunisie Les salariés de **Téléperformance** en grève

Plusieurs milliers d'employés des centres d'appel Téléperformance de Tunis-La Charguia, de sa banlieue Ben Arous et de Sousse, ont débuté une grève le 1er avril. Le syndicat UGTT a recensé 80 % de grévistes en

Près de 6 000 salariés, souvent des jeunes, souvent des diplômés n'ayant rien trouvé d'autre, travaillent en horaires décalés de 40 heures hebdomadaires dans des conditions pénibles, pour des salaires équivalant à 250 euros par mois. Les pressions, l'application plus que facultative du droit du travail, les transferts arbitraires d'un site à l'autre ont déjà conduit les employés à quatre mouvements de grève contre la nouvelle direction en un an et demi. Le 26 février, des militants syndicaux de l'entreprise ont débuté un sit-in au siège tunisois puis, une semaine plus tard, une grève de la faim pour s'opposer à

des licenciements abusifs. Les militants en grève ont été relayés par des grèves tournantes dans les autres centres, avant que soit lancé par l'UGTT cet appel à une grève prévue pour trois jours. Cette fois, les grévistes ont ajouté à leurs revendications l'application d'accords précédemment signés par la direction et portant sur une augmentation pour 2013 ainsi que sur un mécanisme de promotion.

Les salariés de Téléperformance Tunisie répondent, depuis leurs sites, aux clients français d'Orange, Numéricable, SFR ou Amazon. Grâce notamment aux salaires « tunisiens » de ses employés, et à l'exploitation de plus de cent mille salariés dans le monde, le groupe Téléperformance a dégagé un chiffre d'affaires supérieur à

2,3 milliards en 2012. Quant aux salariés, ils subissent, eux, des salaires bloqués malgré l'inflation et la hausse des prix.

La direction prétendait déjà attendre que le sit-in soit levé pour accepter de négocier, entre autres avec les autorités locales. C'est cette fois à un mouvement important qu'elle a affaire.

Viviane LAFONT

## Madagascar

## Dans le sud-ouest déshérité le cyclone, la misère et la corruption font des ravages

Cet article est extrait du iournal *Le Pouvoir aux* travailleurs n°390 du 17 mars, mensuel publié par nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI).

Selon la télévision du pays et selon les dires des habitants des régions du sud-ouest (province de Toliara), durement frappés par le passage du cyclone Haruna le 22 février, il y aurait eu 26 morts, des dizaines de blessés et près de 40 000 sinistrés. À plusieurs endroits la digue de la rivière Fiherena, qui passe à quelques kilomètres de la ville de Toliara, a lâché, ainsi que le barrage de Sakaraha, une ville importante et agricole située à une centaine de kilomètres de Toliara, anéantissant 1500 hectares de rizières.

Les gens se sont secourus mutuellement. Des pêcheurs Vezo, un peuple vivant sur la côte sud-ouest, ont donné leur énergie et prêté leurs pirogues pour sauver des vies de la noyade dans les eaux boueuses des faubourgs de Toliara. Malgré ce que prétendent les autorités, peu de secours ont été déployés par l'État. Faute d'endroits mis à leur disposition, les sinistrés se sont agglutinés essentiellement surélevés du stade Andaboly.

Pour calmer la colère de la population pauvre qui vit des Andry Rajoelina, flanqué de deux ministres, a fait le déplace-

à contribution des citoyens a été quelques semaines, lancé. Beaucoup de personnes le temps que la à travers tout le pays, essentiel- boue soit déblayée. lement des gens pauvres, ont Les commerçants donné de l'argent, du riz, des et autres notables

PAM (Programme alimentaire le long des grandes mondial) et Care international artères bien au sec auraient largué quelques vivres du centre-ville, dans les localités très isolées de pourraient être l'extrême sud. La France a fait mis à contribudon de quelques dizaines de tion. Tous ces gens tonnes de nourriture, appor- ont des habitations tées depuis l'île de La Réunion par bateau au port de Toliara. La situation dans laquelle cette un certain nombre population pauvre est plongée s'aggrave, car la majorité ne voit guère la couleur de ces aides.

L'aide internationale est vivres et les produits de base, pourraient être réquisitionnées. s'ils existent? Qui est chargé de Les véhicules 4x4 liés au tou-

vons, de nombreuses per- ner vivres, dons et personnes là sonnes sont toujours parquées au stade, n'ayant pas d'autre lieu susceptible de servir d'abri. Nombre d'entre elles sont en catastrophe? Peut-être. Mais colère, surtout à l'égard des l'État et les collectivités locales, autorités locales et des chefs s'ils étaient réellement au serdes fokontany (communautés vice de la population pauvre, regroupant des quartiers ou des pourraient faire appel à l'énervillages), considérant que ces gie des masses et organiseraient chefs manquent de transparence les travaux de remise en état et sur les tribunes et les gradins et d'explications à leur égard de reconstruction nécessaires afin de mieux détourner les pour que personne ne soit abanaides lorsque celles-ci arrivent.

Les solutions pour recaser moments difficiles, le président les sinistrés existent. En cette leurs tournées, les dirigeants se saison, les hôtels pour touristes contentent de beaux discours. sont vides et donc en mesure L'épouse du président actuel, ment par avion depuis la capi- d'héberger un certain nombre de un homme d'affaires, a acquis tale. Suite à cette visite, un appel sans-abri, ne serait-ce que durant un certain savoir-faire lors des

de toute sorte, qui Des organismes tels que le ont pignon sur rue spacieuses, suscep-

tibles d'accueillir

risme sont actuellement inutili-Au moment où nous écri- sés et donc en mesure d'achemioù c'est nécessaire.

L'État n'a pas beaucoup de moyens à débloquer pour cette donné à son sort.

De façon générale, lors de



de personnes. Il y a aussi quelques tournées de son mari, consis- ne sont pas avares de comentrepôts proches du port qui, en tant à rendre visite à des mater- mentaires élogieux devant la cette saison cyclonique peu pro- nités dépourvues du minimum grandeur d'âme que constitue à pice au trafic maritime, pour- et à poser pour la photo au leurs yeux la gracieuse remise de évoquée et le Téléthon organisé raient servir temporairement chevet des femmes des classes quelques sacs de nourriture à la par les autorités aurait permis d'abris. Ces structures appar- pauvres venues y accoucher. Les maternité, au nom personnel de de débloquer un million d'eu- tiennent à des sociétés connues reporters télé et les plumitifs au la première dame. ros. Mais où sont stockés les à Antananarivo, la capitale, et service du couple présidentiel

#### Inde Novartis empêché de nuire

Lundi 1er avril, la Cour suprême de New Delhi a rejeté la demande de brevet déposée par le groupe pharmaceutique Novartis concernant une version soi-disant améliorée d'un de ses médicaments anciens, le Glivec, un traitement contre la leucémie.

Si Novartis avait obtenu gain de cause, la commercialisation en Inde de la version générique de ce médicament n'aurait plus été possible. Il faut savoir que le médicament est vendu par Novartis 4000 dollars (environ 3 100 euros) par

patient et par mois, alors que sa version générique, fabriquée en Inde, y est proposée à moins de 73 dollars, selon les représentants de Médecins sans frontières en Inde.

En Inde, 40 % des 1,2 milliard d'Indiens gagnent moins de 1,25 dollar par jour. Le groupe Novartis pour sa part a annoncé en 2012 un bénéfice net de 7,4 milliards d'euros. C'est ce qui s'appelle faire du fric avec la peau des autres

## Mobilisation contre le pillage impérialiste

Cette société, filiale à 80 % du tion du minerai. trust anglo-australien Rio Tinto qu'il convoite, quand bien local qui rétabliront la justice.

À Madagascar, une mobili- trust a également bénéficié des sation de la population contre fonds de la Banque mondiale et la société minière QMM s'est un port en eau profonde a été développée ces derniers temps. creusé à Ehohala pour l'évacua- À la mi-mars, une quinzaine

et à 20 % de l'État malgache, QMM avait fait miroiter des ra- Perle Zafinandro Fourquet, ont exploite l'ilménite, une roche chats de terres à un prix convecontenant du bioxyde de titane nable, a été indemnisée en desservant dans la fabrication des sous du prix prévu. Quant aux peintures. La mine se trouve petits pêcheurs malgaches, ils dans la région de Fort-Dauphin n'ont pas accès au nouveau port dans le sud-est de l'île. L'État et se retrouvent sans revenus. malgache a permis à QMM de Et ce ne sont pas les quelques mettre la main sur les terres subventions au club de football

même cela s'est fait au détri- Face à cette spoliation, la poment de la population locale. Le pulation s'est mobilisée depuis

trois ans avec l'association Fagnomba. Début 2013, des manifestations ont été organisées. de membres de l'association La population pauvre, à qui Fagnomba, dont la présidente été arrêtés, puis emprisonnés au prétexte d'avoir cambriolé un local électoral.

> Voilà comment le gouvernement malgache aide les trusts à piller les richesses du pays. Et quand la population spoliée se rebelle, c'est encore ce même gouvernement qui la réprime.

• Au sommaire de **LUTTE DE CLASSE** N° 150 (mars 2013)

Troupes françaises hors d'Afrique!

L'héritage empoisonné du colonialisme

• Italie

Des résultats électoraux à l'image du désarroi général

L'impasse politique et l'impasse pour la population Pologne

Un «miracle» économique qui ressemble surtout à un cauchemar social

sommets de l'État

• Chine Après le 18<sup>e</sup> congrès du Parti communiste et la succession aux

Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,63 euro

8 - Lutte Ouvrière - n° 2331 - 5 avril 2013

### Leur société

#### • Baisse du budget de la Défense?

## **Quelques cris d'effroi** et le gouvernement recule

Il a suffi que le gouvernement évoque une possible réduction du budget de la Défense en 2014 pour qu'aussitôt des clameurs se fassent entendre, venant de militaires bien sûr, mais aussi de parlementaires de tout bord, PS comme UMP, et d'industriels liés au secteur de l'armement. Il n'en a pas fallu plus pour que Hollande fasse aussitôt machine arrière et, dans son allocution télévisée du 28 mars, assure que le budget militaire restera au même niveau l'an prochain.

Aux économies déjà prévues dans la loi de programmation militaire couvrant la période de 2009 à 2014, Bercy voulait encore enlever 1,1 milliard, faisant passer le budget de la Défense à 29 milliards. Tous ces cris et le concert de cocoricos nationalistes sont alors allés jusqu'au ridicule. « Jeu de massacre», «risque mortel», se sont écriés les défenseurs de l'armée. Et les élus PS d'en rajouter une couche bien épaisse: «La patrie est en danger», a déclaré un sénateur rapporteur de la commission Défense, rejoint par sa collègue de l'Assemblée nationale disant que «le scénario de Bercy visait à tuer le ministère de la Défense». Pensez donc, outre de nouvelles suppressions d'emplois, comme celles qui ont affecté tous les services publics utiles à la population sans qu'ils s'en soient indignés, il avait même été évoqué la vente du porteavions Charles-de-Gaulle!

Les industriels liés à l'armement (Thales, Dassault, Safran, EADS, etc.) ont de leur côté émis des protestations, au nom de l'utilité économique et sociale qu'ils auraient dans le pays. À les en croire, leur production permet les grandes avancées technologiques de notre époque. C'est en partie vrai mais, s'il faut produire des armes capables d'anéantir des populations entières pour arriver à quelques progrès techniques, il y a de quoi s'interroger sur la société et sur les responsables

de l'industrie!

La vente d'armes et d'engins militaires rapporterait aussi des devises à la France (si l'on excepte le Rafale que Dassault n'a réussi à vendre qu'à l'État français!). Et, argument commun à tous les patrons, toucher aux crédits de l'armement risquerait de mettre l'emploi en péril. Sept PDG avaient même demandé un rendez-vous à Hollande pour lui dire de ne pas baisser le budget de la Défense. Ils n'ont pas eu besoin de se déplacer, Hollande s'étant empressé d'aller au-devant de leurs désirs.

Pourtant, s'il y a un poste qui est aussi budgétivore qu'inutile, c'est bien celui de la Défense. Aucun pays ne projette pour l'instant d'envahir la France et, quand cela s'est fait, en juin 1940, l'armée s'est effondrée en trois semaines! Elle n'a ensuite servi qu'à mener des guerres coloniales pour maintenir des peuples sous la domination de l'impérialisme français, en Indochine puis en Algérie, guerres qu'elle a perdues. Et ces vingt dernières années, soit l'armée française s'est jointe aux forces de l'Otan - c'est-àdire des États-Unis – lors de la première guerre d'Irak ou en Afghanistan, afin de bien marquer sa présence dans le camp impérialiste; soit elle est intervenue en Afrique dans le cadre des « opérations extérieures » pour défendre des dictatures ébranlées ou y instaurer des régimes qui, dans les deux cas, étaient garants des intérêts économiques de grands groupes français comme Areva, Bolloré et bien d'autres.

Qu'il s'agisse de 29 ou de 30 milliards d'euros, c'est de toute façon de l'argent dépensé en pure perte par l'État, alors que cette somme pourrait servir à améliorer les conditions de vie de la population, et y compris pour payer les travailleurs de cette industrie à construire des choses autrement plus utiles.

Marianne LAMIRAL

## • La réforme bancaire au Sénat Pour les banquiers, c'est le paradis

en première lecture le projet de réforme bancaire du gouvernement. Censé encadrer et réguler les activités spéculatives des banques, il a déjà été adopté par les députés le 19 février dernier.

Au Sénat, les 159 sénateurs socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour. Les sénateurs communistes, ceux de l'UMP et Jean-Pierre Chevènement se sont abstenus. Aucun n'a voté contre.

Sur quelques points de détail, les sénateurs socialistes se targuent d'avoir « durci » le texte. N'ont-ils pas, par exemple, introduit un amendement qui offre aux actionnaires des banques... la possibilité de donner leur avis sur la rémunération des banquiers, mais pas d'en décider. Si l'on en croit la presse, c'est le point sur lequel les sénateurs seraient allés le plus loin, et c'est tout dire. Ils ont adopté pour l'essentiel le texte concocté par le gouvernement, destiné à faire semblant de respecter l'engagement électoral de Hollande de « mettre les banques au service de l'économie».

En fait, la loi dite « de

Le 22 mars, le Sénat a adopté séparation et de régulation des activités bancaires » – c'est le nom officiel de la réforme bancaire - ne prévoit ni séparation, ni régulation, rien qui puisse gêner le moins du monde les banquiers.

Hollande avait promis d'obliger les grandes banques à séparer leurs activités spéculatives de leurs activités de dépôt et de crédit aux entreprises et aux particuliers, pour éviter que ces derniers aient à payer les pots cassés des spéculations malheureuses de leur banquier. La promesse a été abandonnée. Les banques seront tenues simplement d'isoler une toute petite partie de leurs activités spéculatives – représentant de 0,75 % à 2 % de leurs revenus, selon les cas – dans une filiale spécialisée.

L'engagement de la campagne de Hollande de « mettre fin aux produits financiers toxiques qui enrichissent les spéculateurs et menacent l'éco*nomie* » – la spéculation sur les matières premières agricoles, par exemple, avec ses conséquences dramatiques sur les populations les plus pauvres – ne fait l'objet dans la loi que de mesures symboliques.

Autant dire qu'en fait de réforme bancaire, tout continuera comme avant pour les banquiers et pour leurs victimes.

Et en cas de crise, c'està-dire quand à la suite de ses spéculations une banque se sera mise en difficulté et sera menacée de faillite, la loi prévoit que les créanciers de la banque seront bien mis à contribution – ce qui serait la moindre des choses - mais pas tous les créanciers: seulement une minorité, ceux qui détiennent certains types d'obligations, qui représenteraient selon la presse, à peine 7 % des créances sur les banques. La majorité des créanciers, eux, seraient épargnés. Mais, dans ce cas, qui viendra au secours des banques? «Le message est évident », commente dans une tribune consacré à la réforme bancaire un journaliste des Échos, « le contribuable

Non seulement il ne faut pas compter sur le gouvernement socialiste pour empêcher les banquiers de nuire, mais c'est même tout le contraire: il leur sert la soupe.

Jean-Jacques LAMY



## • Taxation des dépôts bancaires Ce qui est impossible aujourd'hui serait possible demain

Interviewé par le *Journal du* Dimanche, le gouverneur de la Banque de France, a affirmé qu'en France, à la différence de Chypre, une taxation des dépôts bancaires était impossible: «La situation de Chypre n'est en rien comparable avec celle de la France, ni pour l'état de son système bancaire, ni pour sa situation économique. Jamais la France ne pourra connaître une crise de même nature et de même ampleur.»

Ces propos sont évidemment ceux qu'on peut attendre d'un bonimenteur professionnel. La France n'est pas plus qu'un autre pays à l'abri d'une crise bancaire et financière. On l'a vu en 2008, quand l'État a prêté des centaines de milliards aux banques, pour les sauver de la faillite, aggravant d'autant la dette publique et préparant la crise générale de la dette qui s'est déclenchée depuis.

La France comme Chypre sont plongées dans une même crise économique et financière mondiale. Les deux pays n'ont pas le même poids économique,

c'est évident. Mais la puissance d'une économie ne la met pas à l'abri de la crise, bien au contraire. Les États-Unis ontils échappé à la crise de 1929?

Le gouverneur de la Banque de France fait donc de la pure propagande. Mais tenter de rassurer les clients, et au-delà le marché financier, c'est justement une des principales fonctions de ce genre de haut fonctionnaire. Il est vrai qu'il n'a même pas l'air de croire à ses propres discours.

**Vincent GELAS** 

#### • Kem One mis en redressement judiciaire

## Des milliers d'emplois menacés dans la chimie

Les salariés de Kem One s'y attendaient. Leurs craintes étaient justifiées: mercredi 27 mars, le tribunal de commerce de Lyon a placé l'entreprise en redressement judiciaire, avec une période d'observation de six mois. «L'administration entière de l'entreprise» est confiée à un administrateur judiciaire.

D'autre part, deux experts ont été désignés pour étudier les flux financiers de l'entreprise. Il s'agit en effet de comprendre comment, donnée pour un euro par Arkema à Klesch, toutes dettes payées et avec 100 millions d'euros de trésorerie, celle-ci se retrouve huit mois après en faillite, avec d'énormes dettes chez ses fournisseurs.

Les salariés du pôle vinylique d'Arkema avaient tenté vainement d'empêcher sa cession au groupe Klesch, bien connu pour racheter des entreprises dans lesquelles il licencie, ou même qu'il ferme, après en avoir tiré le maximum d'argent. Ses comptes à Jersey et Malte, eux, ne sont pas en faillite.

Arkema a opéré cette cession en toute connaissance de cause, mais aussi en sachant que la production de PVC est une activité cyclique, qui ne se porte pas très bien en ce moment, tout en étant en moyenne rentable. Elle était supportable pour un grand groupe chimique comme Arkema ou Total, qui peut compenser les périodes creuses par ses bénéfices dans d'autres productions, mais plus difficilement pour une entreprise

de monoproduction.

Le pôle vinylique d'Arkema, devenu Kem One, compte 2600 salariés, dont 1300 dans les cinq usines produisant le PVC, toutes situées dans la région lyonnaise et dans le sud du pays. Klesch veut conserver le reste du groupe, qui n'est pas mis en redressement judiciaire, ce qui est un non-sens pour les salariés, l'ensemble faisant un tout indissociable. Quelle manœuvre financière cela cache-t-il? Les experts nommés par le tribunal n'ont plus qu'à détricoter les montages financiers opérés depuis

Les travailleurs de Kem One ne sont pas les seuls à être inquiets, car d'autres usines chimiques en dépendent. Kem terpellé lundi 25 mars lors de

One consomme en particulier 400 000 tonnes d'éthylène par an, dont 300 000 fournies par Total. Sa fermeture pourrait entraîner celle d'une raffinerie: La Mède ou Feyzin. Il y aurait des conséquences pour Solvay-Rhodia, qui achète 40 % de l'éthylène de Feyzin, et Michelin, gros consommateur de butadiène fourni par les mêmes raffineries. Les produits, actuellement transportés par pipe-lines, coûteraient beaucoup plus cher s'il fallait les acheter ailleurs.

Ce sont donc en fait des milliers d'emplois qui sont directement menacés dans la chimie et aussi chez ses très nombreux sous-traitants.

Arnaud Montebourg, in-

sa venue à Lyon, s'est dit «surpris » d'une faillite aussi rapide et «extrêmement préoccupé par le dossier Kem One », comme il l'est par les dossiers Petroplus, ArcelorMittal, PSA et bien d'autres, avec les résultats que l'on sait. Ce n'est pas sur lui que les travailleurs devront compter pour garder leur emploi.

Un peu rassurés par le délai de six mois, mais très inquiets pour l'avenir, les travailleurs restent mobilisés. Il s'agit de demander des comptes à Gary Klesch, bien sûr, mais aussi à Arkema, qu'ils rendent entièrement responsable de la situation et dont ils pensent que c'est à lui de reprendre son pôle vinylique.

**Correspondant LO** 



#### • Bosch – Vénissieux

## Une reconversion déjà abandonnée

L'information avait filtré il y a déjà plusieurs mois et elle a été rendue officielle vendredi 22 mars: Bosch va se désengager de sa filière photovoltaïque dès 2014. Cette filière emploie plus de 3 000 personnes, majoritairement en Allemagne, et 200 à Vénissieux, sans compter quelques intérimaires et des soustraitants qui seront eux aussi touchés.

Auparavant, l'usine fabriquait des pompes à injection diesel, fabrication qui emploie encore quelques dizaines de travailleurs pour quelque temps. Le reste de l'usine a été reconverti pour le montage de panneaux solaires, avec un investissement de 25 millions d'euros. Cette nouvelle production a démarré début 2012.

chômage partiel (trente jours au dernier trimestre de l'an dernier, et encore en janvier). Puis le travail a redémarré à plein régime avec des commandes de GDF Suez, de la CNR (Compagnie nationale du Rhône) et de la Compagnie du vent. Il y aurait du travail pour plus de six mois.

Pour justifier son désenga-Très vite, il y a eu du gement, la direction de Bosch neur et Montebourg, contacté,

ciations de plus d'un milliard d'euros en 2012, en raison de prix de vente qui baisseraient de 40 % tous les ans. Et de citer des faillites dans le secteur, y compris en Chine.

Les travailleurs de l'usine s'attendaient à cette nouvelle mais, avec la reprise du travail, ils pouvaient espérer que Bosch change d'avis. Depuis des années, l'usine a été plusieurs fois menacée de fermeture et a redémarré, avec à chaque fois des sacrifices et des efforts demandés aux salariés.

Bosch dit chercher un repre-

invoque des pertes et dépré- promet de « travailler étroitement avec la direction de l'entreprise et les organisations syndicales pour accompagner ce processus de mutation». On a vu, dans d'autres entreprises, le succès de ses démarches!

Bosch pourrait aussi maintenir ces emplois avec d'autres fabrications: l'usine Rexroth-Bosch, mitoyenne, a déjà repris plusieurs dizaines de salariés de Bosch. Le groupe emploie plus de 300 000 personnes dans le monde et fait des bénéfices. Il aurait les moyens de garder et d'employer tout le monde, en France comme en Allemagne.

**Correspondant LO** 

## -Plancyl'Abbaye (Aube) Non à la liquidation judiciaire!

Sodimédical

C'est par l'intermédiaire de l'avocat ou par la presse que les anciens salariés de Sodimédical ont appris que l'entreprise de Plancy était finalement liquidée. La cour d'appel de Reims a prononcé, le 12 mars, la liquidation judiciaire de Sodimédical.

C'est l'aboutissement de décisions qui jusque-là refusaient la liquidation de l'usine de Plancy parce qu'elle dépendait de Lohmann & Rauscher (L&R), groupe florissant qui avait provoqué la faillite de sa filiale Sodimédical en lui coupant financement, approvisionnement et commandes, pour délocaliser la production en Tchéquie et en Chine.

Un mois auparavant, la plupart des 54 ex-salariés de l'usine de Plancy, désormais dans la galère du chômage, avaient fait le voyage en car à Reims pour assister à l'audience de la cour d'appel. Chacun avait pu entendre l'avocat de Sodimédical, en réalité de Lohmann & Rauscher, oser mettre en cause les tribunaux parlant de « gâchis monumental» de «construction hallucinante», parce que la liquidation n'avait pas été décidée dès le début, et même de « décision invraisemblable» lorsque que L&R Allemagne a été condamné à payer les salaires. Condamnation qui n'a jamais été suivie d'effet.

L'avocate générale s'est d'ailleurs indignée des propos de cet avocat mettant en cause les décisions judiciaires dans un dossier compliqué. Saluant la mobilisation des salariés de Sodimédical, elle les a encouragés à poursuivre leur action judiciaire, mais en voyant là surtout une action pour « défendre les intérêts économiques de la France». Surtout, cet encouragement a abouti à... demander que la cour d'appel de Reims confirme la mise en liquidation judiciaire de Sodimédical. Attente entendue par le tribunal, qui vient donc de prononcer cette liquidation.

Le 12 mars, la «contribution » de la justice à la défense des travailleurs en lutte pour leur emploi a consisté en fait à cautionner les pratiques scandaleuses du groupe Lohmann & Rauscher.

#### • Représentativité des syndicats

## **Calculs et** arrière-pensées contre les travailleurs

Le 29 mars, le gouvernement a présenté les résultats de la «mesure d'audience de la représentativité syndicale ». Le premier syndicat du pays reste la CGT, avec 26,77 % des voix, suivie par la CFDT (26 %), FO (15,94 %), la CGC (9,43 %) et la CFTC (9,30%). Ces cinq syndicats, et eux seuls, sont jugés représentatifs à l'échelle nationale; ils peuvent donc signer des accords nationaux avec le patronat et le gouvernement jusqu'à la prochaine « mesure », dans quatre ans. L'UNSA (4,26 %) et Solidaires (3,47 %) n'atteignent pas les 8 % minimaux. Dans les prochains mois, le ministère du Travail donnera également la liste des organisations représentatives dans chacune des branches professionnelles.

Les critères qui définissent désormais la représentativité syndicale ont été modifiés sous Sarkozy en 2008. Auparavant, cinq centrales syndicales étaient représentatives de droit, sans avoir à le justifier : la CGT, FO, la CFTC et la CGC depuis 1945, et la CFDT depuis 1966. Cette fois-ci, la représentativité dépend des résultats des élections professionnelles effectuées dans les entreprises de plus de dix salariés entre 2009 et 2012, du scrutin organisé dans les très petites entreprises (moins de dix salariés) en décembre 2012, et de celui des chambres d'agriculture de janvier 2013. La loi ajoute quelques autres critères, soumis à l'appréciation du Haut conseil du dialogue social fondé par Sarkozy, à savoir indépendance, transparence financière, implantation territoriale. Pour les directions syndicales, ces résultats déterminent également la répartition des postes dans les nombreux organismes paritaires. Pour les gouvernements, c'est un moyen de sélectionner leurs interlocuteurs, et en particulier ceux qui se comportent en interlocuteurs « responsables », prêts à négocier au nom du dialogue social.

Relativement au système précédent, le fait de baser la représentativité sur les résultats électoraux peut paraître plus démocratique. Mais il faut se souvenir qu'à l'époque cela s'était accompagné de mesures protégeant de fait la position

des plus grandes centrales syndicales, ce qui explique qu'elles aient alors accepté cette réforme. Ainsi par exemple, il est devenu plus difficile de fonder un syndicat reconnu dans une entreprise. En outre, la mesure de la représentativité, comme les élections de délégués du personnel, n'a lieu que tous les quatre ans: on n'en est plus aux élections annuelles de délégués d'atelier et encore moins à leur contrôle par les travailleurs. Enfin, il suffit que des syndicats ayant 30 % des voix signent un accord pour que celui-ci s'applique.

Le fait que la CGT reste le premier syndicat, dans une période où elle a une position plus contestatrice que la CFDT à l'égard des mesures prises contre la classe ouvrière, montre qu'au sein de celle-ci beaucoup ne sont pas dupes des pseudo-négociations entre « partenaires sociaux », qui aboutissent à des reculs pour les salariés. Mais la CGT est bien loin de préparer la riposte nécessaire aux attaques conjointes du patronat et du gouvernement, en proposant des objectifs et des échéances à l'ensemble des salariés. Ses dirigeants participent aux mêmes négociations que les confédérations concurrentes, privilégiant eux aussi la concertation au lieu d'œuvrer à mettre en place un rapport de force réel, qui serait seul capable de faire reculer gouvernement et patronat.

**Claire DUNOIS** 



## La Poste hors-la-loi

Une factrice de l'Ariège vient de faire condamner La Poste pour l'avoir employée pendant vingt-deux ans sous contrats précaires. Elle a ainsi cumulé 370 contrats à durée déterminée (CDD). La Poste a dû lui verser 60 000 euros d'indemnités, requalifier son contrat en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein et régulariser ses cotisations sociales.

Ce n'est que le plus récent des jugements rendus contre La Poste pour des cas semblables, car jusqu'en 2003 elle a utilisé ce type de contrat précaire sans le moindre souci de respecter le code du travail, et en faisant comprendre aux factrices et aux facteurs concernés que s'ils se plaignaient ils risquaient simplement de perdre leur emploi.

Aujourd'hui, La Poste affirme que depuis 2004 ces pratiques appartiennent au passé. Cela reste à prouver. Vu les multiples condamnations dont elle a fait l'objet, elle hésite certes à signer des dizaines de contrats à durée

interruption, comme elle le faisait auparavant. Mais cela veut simplement dire qu'après deux contrats elle respecte un délai, qui lui permet de repartir à zéro avec le même salarié. Cela ne signifie pas moins de précarité, mais surtout moins d'argent sur la paye annuelle. Alors que La Poste supprime partout des emplois et ferme des bureaux, les postiers en CDD représentent avant tout pour elle une main-d'œuvre dont on peut se séparer facilement. Mais dans les faits, leur fin de contrat signifie tout simplement pour eux un licenciement.

Ce qui n'appartient pas déterminée s'enchaînant sans non plus au passé, c'est

l'acharnement de La Poste à ne respecter ni lois ni jugements. Il a fallu trois ans de procédures à cette postière pour obtenir satisfaction. Elle témoigne que beaucoup de ses collègues ont travaillé comme elle en CDD à répétition, mais hésitent à se lancer dans ce marathon juridique. C'est sur cela que compte La Poste qui, dans tous les domaines, bafoue la loi. Primes non payées, emploi d'intérimaires pour remplacer des grévistes, non-respect des procédures légales à suivre en cas de modification des horaires de travail, on ne compte plus les décisions de justice qui l'ont condamnée et qu'elle continue superbement d'ignorer.

Mais cela ne l'empêche pas, lorsqu'une grève éclate, d'envoyer des huissiers pour intimider les grévistes et de menacer ceux-ci des foudres de la loi.

**Daniel MESCLA** 

## PSA Mulhouse (Haut-Rhin)

## Des heures supplémentaires sur fond de suppressions massives d'emplois

Sur la chaîne de montage où sont produites les Peugeot 208 et 2008, la direction vient d'annoncer qu'il faudrait faire des heures supplémentaires obligatoires pendant trois mois, de fin avril à fin juillet, pour répondre à une prétendue « demande commerciale » liée au lancement de la 2008. Au lieu de finir la journée à 20 h 30, il faudrait quitter le travail à 21 h 30 et, pour ceux qui viennent avec les bus de l'usine, se débrouiller pour rentrer, les bus n'attendant pas.

supprimée il y a un an, réduisant la production de moitié. Non seulement le temps de travail serait rallongé d'une heure, mais il faudrait travailler également cinq samedis matin! Dans un secteur où les rythmes de travail sont de plus en plus durs avec ces nouveaux modèles, cela sonne comme une provocation.

Pourtant, dans le contexte actuel, des travailleurs peuvent être amenés à penser que le probable succès commercial d'un nouveau modèle équivaudrait à une «bouffée d'oxygène» et les allongements d'horaires à

Sur la chaîne des 208/2008, écarterait l'épée de Damoclès une équipe de doublage a été des suppressions d'emplois. Mais il n'en est rien. À Mulhouse, pendant plus de dix ans a été produite la 206, voiture la plus vendue de toute l'histoire de PSA, ce qui n'a pas empêché le patron de détruire plus de 4000 emplois dans la même

> En réalité, le problème actuel pour PSA n'est pas tant de produire davantage de 2008 que de commencer à préparer le terrain pour un futur «accord de compétitivité », avec notamment une flexibilité accrue des horaires. Dans cette optique,

Mulhouse font figure de test. Il s'agit de faire travailler plus, de faire tourner une chaîne à plein régime tout en voulant fermer une autre usine du groupe, celle d'Aulnay, et en supprimant plus de 11 000 emplois au total.

D'ailleurs, annoncer des heures supplémentaires n'empêche pas la direction de continuer à baisser les effectifs en permanence. En un an, 1000 intérimaires ont été renvoyés et plus de 500 emplois en CDI ont été supprimés à Mulhouse. Priver d'emploi des centaines de travailleurs et surcharger de travail ceux qui restent sont les deux facettes d'une même politique, que la direction de PSA mène à l'échelle d'une usine comme à l'échelle de tout le groupe.

Mais il n'est pas dit que les travailleurs accepteront sans réagir cette nouvelle attaque sur les horaires, car elle en prépare d'autres.

#### PSA Aulnay-sous-Bois

Onze semaines de grève, et une pêche d'enfer!

## Contre l'État PS... A

En grève depuis le 16 janvier, les travailleurs de PSA Aulnay continuent à harceler le patron et les pouvoirs publics. Mercredi 27 mars, 150 grévistes ont ainsi occupé la Direction générale du travail, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'est notamment là que se décident les validations de licenciements de délégués syndicaux, y compris parfois contre l'avis des inspecteurs du travail. Rappelons que huit militants CGT de PSA Aulnay sont licenciés ou menacés de licenciement pour «faute grave», en réalité pour fait de grève.

vistes ont occupé cette fois le siège du Medef, toujours par surprise. L'accueil a été quelque peu glacial. Mme Parisot, qui s'était pris une claque dans sa tentative d'obtenir un nouveau mandat, n'appréciait manifestement pas que les travailleurs s'invitent dans cette officine patronale. Des dizaines de gendarmes mobiles ont rapidement cerné l'immeuble, avant de l'investir. Les grévistes sont sortis la

## **Soutien aux** grévistes d'Aulnay

**Pour soutenir** 

financièrement les

grévistes d'Aulnay, on peut envoyer un chèque libellé à l'ordre de: Soutien aux salariés de l'automobile du 93, et envoyé à: Soutien aux salariés de l'automobile du 93, 19-21, rue Jacques-Duclos, 93600 Aulnay-sous-Bois. On peut aussi faire un don en ligne sur le site: www.soutien-salaries-

automobile-93.org

Jeudi 28 mars, 130 gré- tête haute. Puis, après une longue attente (et le départ des caméras de télévision), la police les a embarqués dans des paniers à salade, pour les emmener dans un centre de rétention, rue de l'Évangile à Paris 18<sup>e</sup>. Après un contrôle d'identité, les grévistes ont été relâchés, regonflés à bloc et fiers d'être vus comme une menace par les autorités. Et c'est en manifestant dans les rues du 18e arrondissement qu'ils ont terminé la journée.

Vendredi 29 mars, c'était jour de paie. En février, la caisse de grève avait déjà permis de verser 800 euros à chacun. En mars, les 290 000 euros collectés ont permis de verser à chaque gréviste 900 euros, complétés de 400 euros pour ceux qui n'ont bénéficié d'aucune aide municipale, soit un total de 1300 euros. Ce fruit de la solidarité collective de milliers, de dizaines de milliers de travailleurs, fait chaud au cœur des grévistes. Il aide aussi à tenir, face à toutes les difficultés matérielles que pose une grève aussi longue.

Mardi 2 avril, la grève a

de roue. La direction n'est toujours pas en mesure de redémarrer la production et aucune voiture n'est sortie ce jour-là Les grévistes restent aussi nombreux et toujours aussi déterminés. La preuve, la direction avait convoqué les cinq comités hygiène et sécurité (CHSCT) de l'usine pour leur demander leur avis sur le « plan de sauvegarde de l'emploi » (le plan de licenciements). Les grévistes ont décidé d'aller demander des comptes à la direction, notamment sur l'annulation d'une expertise prévue sur les conditions de travail.

Au bout de plusieurs reports, la direction annonçait que tous les CHSCT se réuniraient le lendemain 3 avril, au siège de PSA, avenue de la Grande-Armée. Dans le même temps, elle faisait tomber dix nouvelles mises à pied conservatoires avec effet immédiat, en vue de licenciements. C'est la preuve que cette nouvelle action pacifique des grévistes a été très peu appréciée de la direction, qui faisait là un énième coup de bluff à la veille de la première réunion de négociations sur l'annulation des sanctions disciplinaires et poursuites pénales, également prévue le 3 avril.

Pour le reste, les grévistes restent déterminés et bien conscients qu'il faudra encore de nombreuses actions pour gagner le bras de fer engagé avec la direction.



#### **Comment PSA forme** ses « attachés de presse »

Seine-Saint-Denis, non loin de l'usine d'Aulnay, sur laquelle il a fait un reportage. Il a demandé en vain une interview à la direction de PSA, qui n'a cessé de repousser les rendez-vous, finalement au-delà des délais de tournage.

Ce reportage a été diffusé alors que Rachida Dati la galerie, les seconds tirent les était l'invitée du Bondy blog.

Bondy blog est un site In- L'ancienne ministre UMP a ternet d'information basé en révélé que la direction de PSA, la sachant invitée, avait trouvé le temps de lui fournir des « éléments de langage » : « On va vous poser cette question, répondez avec les arguments qu'on vous donne.»

> Une petite illustration des rapports entre politiciens et patrons: les premiers amusent

#### Fermeture d'usine et l'augmentation du temps de travail

Non content de supprimer production d'une voiture. 11 200 emplois entre 2012 et 2014, PSA prépare l'attaque suivante: un accord de «compétitivité» qui augmenterait le travail d'une heure par jour, voire 1 h 30 dans le cas de l'usine de Poissy, en faisant tourner ses réduire de 600 euros le coût de

Autrement dit, PSA ne veut pas seulement fermer l'usine d'Aulnay et se débarrasser de milliers d'ouvriers. Il veut aussi surexploiter ceux qui resteront et... fabriqueront les voitures que ne produiront plus les liusines le samedi. Le tout afin de cenciés d'Aulnay. Ceci explique

#### Au ministère du Travail Une action qui a fait discuter

Mercredi 27 avril, les grévistes de PSA Aulnay ont envahi le hall de l'administration centrale du ministère du Travail et sont montés voir le directeur général du Travail. Aussitôt, la hiérarchie du service concerné (la Direction générale du travail) a communiqué des mails anxiogènes aux salariés, du genre: « Enfermez-vous dans vos bureaux» ou encore: «Les négociations se sont mal passées, quittez la tour, rentrez chez vous », tentant de faire croire à **Correspondant LO** I des incidents possibles.

Heureusement, beaucoup d'employés avaient laissé leurs portes ouvertes et purent ainsi témoigner que les manifestants n'étaient nullement des casseurs, mais des ouvriers en lutte, solidaires de leurs camarades licenciés pour fait de grève dont ils venaient réclamer la levée des sanctions.

Parmi les salariés du ministère, leurs revendications ont été comprises et majoritairement approuvées.

Correspondant LO

## Spirel – Saint-Rémy-de-Maurienne (Savoie) Parasites et massacreurs d'emplois

Les propriétaires et actionnaires de l'entreprise Spirel méritent ces deux titres. Cette entreprise de fabrication de moteurs électriques, créée en 1975, a été achetée en 1992 par Somfy, fabricant de fermetures électriques pour les habitations. Somfy s'en est les installations sont cédées

débarrassé en 2010, la revendant à son propriétaire initial Chappel industries, après un plan social qui laisse plus de cent salariées sur le carreau à Saint-Rémy-de-Maurienne. La cession de 2010 se réalise à des conditions ahurissantes:

pour un euro et la réserve de d'euros ont été distribués en liquidités immédiatement disponibles de 1,3 million d'euros est tout simplement offerte.

Un peu plus de trois ans après, selon les syndicats de Spirel, aucun investissement n'a été réalisé et des dividendes d'un montant de 1,3 million

2011 et 2012! L'entreprise ne peut plus payer ses fournisseurs, et ne pouvant régler ses cotisations sociales, Spirel a été mis en règlement judiciaire le 23 janvier. Un délai de deux mois lui a été accordé, délai qui vient d'être prolongé

jusqu'au 27 mai.

107 salariées risquent donc d'être à leur tour mises sur le carreau, suite à la rapacité du patron d'une PME (Spirel) et à la complicité d'une grosse entreprise, Somfy, qui exploite plus de 5 000 salariés dans le monde.

#### • CHU de Dijon

## Un hôpital au bord de la faillite, un personnel surexploité

Depuis plusieurs mois, le CHU de Dijon est au bord de la faillite. Pour financer des travaux colossaux destinés à la construction d'un immense hôpital et d'un plateau technique à la pointe du progrès, il a emprunté. Résultat: un déficit cumulé de 41 millions d'euros sur une dette de 380 millions d'euros.

L'ARS (Agence régionale de santé) et l'État le contraignent désormais à régler ses dettes sous peine de mise sous tutelle et lui imposent un véritable plan d'austérité, pudiquement appelé plan de retour à l'équilibre.

Et ça ne pouvait pas plus mal tomber. En effet la plupart des services viennent de déménager dans le nouvel hôpital, des déménagements sont encore en cours, l'activité a donc chuté dans la plupart des services, ne générant pas les recettes escomptées.

Il faut dire que, comme tous les hôpitaux, le CHU de Dijon est soumis à la politique de rentabilisation du travail hospitalier, qui consiste à essayer de faire payer les soins aux clients rentables au moyen de la T2A (tarification à l'acte), qui pourrit depuis des années la vie du personnel.

Les conséquences de ce plan de retour à l'équilibre ne se sont pas fait attendre: puisqu'on ne peut pas augmenter les recettes, il faut diminuer les coûts. En matériel, la pharmacie fonctionne en « plein-vide » : pas de stocks. Et c'est la course pour obtenir des médicaments car, au-delà d'une certaine heure, il n'y a plus personne. On ne peut plus non plus avoir de Xylocaïne sans Adrénaline: trop cher!

Pour tout ce qui est matériel, la logique est surréaliste. Il y a pénurie des produits les plus élémentaires, comme le papier hygiénique ou les compresses, les aiguilles, les cathéters, et il faut que tout le monde, dans tous les coins, fasse des stocks ou du troc avec le service d'à

Des prélèvements sanguins n'ont pu être traités faute de personnel pour les acheminer.

La radiologie, toute neuve, ne fonctionne pas depuis des mois, faute de manipulateurs radio.

Mais cette pratique se conjugue avec l'utilisation des matériels les plus sophistiqués et particulièrement onéreux, tels les robots qui livrent les commandes de pharmacie, de linge et de repas.

Au personnel, qui subit cette pression depuis des années, on essaie d'inculquer l'idée que les soins doivent être rentables, tout en exigeant de lui des sacrifices personnels, puisqu'il soigne des êtres humains. Il est, une fois de plus, la cible de toutes ces économies, comme s'il n'y avait pas de limite à sa surexploitation.

On vient même d'assister à du jamais-vu. Les chronos sont passés, et en Réanimation il n'est pas rare de voir une infirmière officier avec quelqu'un en train de la chronométrer. Ils n'ont pas encore osé le faire face à des malades conscients!

Vieille tarte à la crème aussi: les hôpitaux veulent avoir du personnel qui travaille indifféremment de jour comme de nuit. Cette déréglementation est à l'ordre du jour depuis des années mais, cette fois-ci, tout personnel nouvellement embauché est obligé de faire 50 % de jour et 50 % de nuit.

Dorénavant, les personnes qui sont en maladie, enceintes ou en congés annuels ne sont

plus remplacées, à charge pour les autres de compenser leur absence, ce qui met certains services au bord de la rupture. Le travail en douze heures est en train de s'imposer partout et, comme il faut tous les jours remplacer les absences au pied levé, il n'est pas rare de faire jusqu'à quatre ou cinq journées de douze heures dans la même semaine.

Même si le personnel encaisse beaucoup et prend sur lui, on frôle souvent la catastrophe. Ainsi, il y a quelques mois, un enfant arrivé aux Urgences pédiatriques n'a pu être opéré faute de chirurgien de garde et a dû être transféré à Besançon, à 100 km de Dijon, pour être soigné. En Endocrinologie, une infirmière de nuit a été agressée par un patient qu'elle tentait d'empêcher de sauter par la fenêtre. Cette nuit-là, elles n'étaient que deux infirmières pour quarante malades. En Psychiatrie, le personnel a déclenché un droit d'alerte pour avoir des vigiles, les Urgences ayant déménagé dans le nouvel hôpital avec les vigiles!

Partout dans les services, le personnel appelle au secours, certains même descendent dans la rue pour faire signer des pétitions aux usagers, car rien ne va plus. Le CHU de Dijon frise la catastrophe, à vouloir rembourser une dette qui augmente chaque année et qui lui a été imposée au fil du temps.

**Correspondant LO** 



#### CHI de Clermont de l'Oise

## En lutte contre le démantèlement de l'hôpital

Depuis le 4 mars 2013, la CGT du CHI, l'hôpital psychiatrique de Clermont de l'Oise, a lancé un mot d'ordre de grève illimitée, ce qui est en partie symbolique puisque la totalité du personnel se trouve réquisitionnée, avec des effectifs assignés dans les ervices plus nombreux encore qu'en temps ordinaire

dénoncer la dégradation des conditions de travail et le plan qui pourrait aboutir à la suppression de 500 lits d'hospitalisation sur 1001 lits existant encore aujourd'hui. Il se traduit par la disparition progressive des postes de soignants et des emplois dans l'administration, la logistique et les services techniques.

Le bras de fer s'est engagé dès 2011. Les rapports de l'Inspection générale des affaires sociales, l'IGAS, sous le contrôle du gouvernement,

Ce mouvement entend faisaient le constat de la vétusté de l'hôpital qui nécessitait de rénover et d'investir entre 80 et 130 millions d'euros. Mais en même temps ils réaffirmaient la nécessité absolue de mettre en place un plan drastique de « retour à l'équilibre financier ». Les mesures préconisées alors prévoyaient un vaste plan de démantèlement: fermetures de lits, abandon de structures extérieures, abandon des immeubles et terrains existants sur la ville de Clermont et leur revente dans une vaste opération immobilière.

de-Seine dans la région parisienne. Les conditions de travail y étaient déjà dures, les services séparés les uns des autres par pavillon, et la prise en charge des patients difficile, avec des effectifs bien souvent en dessous des seuils minimaux, non conformes aux besoins.

Après le départ brusque de l'ancienne directrice, le directeur nommé par l'ARS a reçu mission d'accélérer la restructuration et de réaliser les économies attendues. Mais c'est avec l'arrivée du nouveau gouvernement que les choses se sont

Le CHI de Clermont de encore accélérées. La nouvelle au CHI pour effectuer l'entrel'Oise est le plus grand hôpi- ministre a dû penser que les tal psychiatrique du pays, avec conditions étaient maintenant 2 700 personnes qui y tra-réunies pour passer à l'offenvaillent. Il rayonne sur toute sive. L'administration a comme de rassemblements et de manil'Oise et une partie des Hauts- allié le président PS du conseil de surveillance de l'hôpital, Vantomme, sénateur et viceprésident du conseil général.

> Ce plan se place dans le plan général de démantèlement des hôpitaux psychiatriques publics, dont bien des régions ont été déjà victimes et qui a vu une partie des malades rejetés à la rue. D'ores et déjà tous les services sont touchés. Les conditions de travail deviennent insoutenables: augmentation de la charge de travail, rappel sur les repos, les week-ends, pression de l'encadrement. Il manque des dizaines d'ASH

tien quotidien requis dans un hôpital.

Depuis le 4 mars, une série festations ont eu lieu, regroupant plusieurs dizaines d'employés. Certains se sont encore invités au conseil de surveillance du 15 mars pour faire entendre les revendications du personnel et dire non au projet d'établissement.

Le personnel peut vérifier chaque jour que, pour garantir son avenir et celui des patients, il ne pourra compter que sur sa mobilisation, ses luttes, et que ses seuls alliés seront les autres salariés des hôpitaux, attaqués aussi en ce moment, et au-delà tous les autres travailleurs.

#### Air France région parisienne

## Un plan patronal qui ne passe toujours pas

Courant 2012, la direcd'appliquer, avec le soutien des syndicats CFDT, CGC et FO, son plan Transform 2015, qui se traduit par le blocage des salaires, la remise en cause de la convention d'entreprise (congés d'hiver, avancements, ancienneté, etc.) et la suppression de plus de 5 000 emplois.

Pendant les congés 2012, c'est un nouvel accord sur le temps de travail que la direction a présenté et que trois syndicats (CFDT, CGC et UNSA) ont approuvé, malgré l'aggravation des conditions de vie et de travail qui en résulte.

Avec cet accord sont arrivés de nouveaux horaires. Ils se traduisent par des jours de repos en moins pour les travailleurs en 3x8 (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7), des sorties plus tardives pour les travailleurs en horaire dit administratif, et par des aménagements d'horaires qui se feraient sur le dos de tous. Bref, tout le monde sera pénalisé d'une façon ou d'une autre.

Depuis ces annonces, il ne tion d'Air France a entrepris se passe donc pratiquement pas de jour sans débrayage, sans envahissement de réunions du CE et des CHSCT, pour signifier à la direction que nous ne voulons pas de ses horaires.

> Ces actions touchent bien des secteurs: les équipes en décalé du secteur des Boeing 747 et 777, les travailleurs en cabine avion, le centre logistique de l'aéroport de Roissy, les magasins, l'atelier plasturgie, les équipes d'Airbus 320 sur Orly, et également l'usine Éole à Villeneuve-le-Roi.

> Des préavis de grève avaient également été déposés pour le week-end de Pâques et des débrayages ont eu lieu, notamment dans les équipes en 3x8 à Orly-Nord.

Alors, si la direction, même avec l'approbation de certains bureaucrates syndicaux, s'imaginait que ses mauvais coups passeraient comme des lettres à la poste, elle risque bien de devoir atterrir. Et c'est tant mieux.

**Correspondant LO** 

## Air France – Orly-Nord Face à un licenciement, la solidarité existe

À la DGI (Direction générale industrielle) d'Air France, sur la plateforme d'Orly, les «zones avions» (où ceux-ci stationnent et circulent) sont soumises à de strictes restrictions d'accès. Même quand on doit y travailler, on ne peut pénétrer que muni d'un badge magnétique spécial, à quoi s'ajoute un contrôle biométrique des empreintes digitales.

Au poste 3 d'Orly-Nord, ce système de lecture, qui n'est guère protégé des intempéries, tombe régulièrement en panne. Signalé à de nombreuses reprises par les gardiens, le problème n'a jamais été résolu par la société de sûreté SGA, ni par le service de sécurité d'Air et de SGA disent ne pas vou-France.

Début mars, un matin de grand froid, pour débloquer la situation, un gardien a décidé de contrôler manuellement le personnel, car plusieurs dizaines de personnes étaient là à faire le poireau. Une réaction de bon sens dans l'attente d'une solution. Mais, au lieu d'en apporter une, SGA, avec la complicité d'Air France comme

donneur d'ordres, a licencié le gardien pour faute grave.

Cette décision révoltante a soulevé la colère d'un grand nombre de travailleurs des ateliers et hangars d'Air France. Au cours de deux débrayages avec rassemblement, les 11 et 15 mars, ils sont allés à plus d'une centaine réclamer la réintégration de ce gardien. Une pétition a été largement signée et une importante collecte de soutien a également été organisée. À noter que plusieurs cadres, justement choques par l'attitude de la compagnie et de SGA, ont participé à ces différentes actions.

Les directions d'Air France loir revenir sur ce licenciement. Mais, surprises par l'ampleur de la mobilisation, elles se sentent maintenant obligées de trouver à ce gardien un emploi dans une autre entreprise sur l'aéroport d'Orly. Pour que ces promesses ne restent pas des paroles en l'air, il faudra rester vigilants et solidaires jusqu'au

Correspondant LO

#### SNCF – Nantes

## Grève à l'Équipement

À Nantes, jeudi 21 mars, les cheminots de l'Équipement ont décidé d'envahir la réunion du comité d'entreprise où était présent le directeur de la région Pays de la Loire.

C'est donc à une centaine qu'ils se sont retrouvés face au directeur de région, qui a dû reculer au moins physiquement devant le nombre de grévistes. De nombreux cheminots présents ont pu s'exprimer et dire leur colère ce jour-là.

En mouvement depuis deux

place de nouvelles primes de déplacement qui seraient imposables, alors que celles touchées avant ne l'étaient pas. Pour se mettre en conformité avec l'Urssaf, la SNCF a décidé de faire payer les cheminots en déplacement partout en France sur les chantiers de travaux sur les voies. Mais ils refusent de se faire plumer, tout simplement.

La SNCF ne compte d'ailleurs pas s'arrêter là, puisqu'elle veut aussi revenir sur des règles d'usage dans la région à l'Équipement. Aujourd'hui, quand

mois, ils contestent la mise en les cheminots partent en déplacement sur des chantiers, ils ne peuvent le faire avant 7 h 30 le lundi matin et ils doivent revenir avant 17 h 00 le vendredi. Rien de plus normal, quand on est parti de chez soi toute la semaine sans voir sa famille!

> Le mouvement de grève est en train de faire tache d'huile sur les autres régions de la SNCF, et les cheminots de l'Équipement sont bien décidés à ne pas lâcher.

> > **Correspondant LO**



## Sofedit-Gestamp (Orne) Accord de sécurisation des profits, mais pas de l'emploi

Sofedit, équipementier automobile spécialisé dans l'emboutissage à chaud, possède quatre usines en France. Après avoir appartenu à ThyssenKrupp, il a été repris en avril 2011 par le groupe espaun « accord de compétitivité » prévoyant une « adaptation des effectifs », c'est-à-dire des suppressions d'emplois. Cédant au chantage du patron, tous les syndicats avaient signé cet accord pour ne pas « mettre en péril », selon eux, la reprise de l'usine.

Depuis, à l'usine Sofedit du Theil, dans l'Orne, deux nouveaux accords de compétitivité ont été imposés. Le dernier accord, datant d'octobre 2012, prévoit la polyvalence obligatoire sur deux puis trois postes; la création

d'une banque d'heures de 37 heures par an et par salarié, pour permettre de moduler la production selon l'activité; la réorganisation des jours de RTT; la modération salariale de 2014 à 2016... Le contenu de vernement veulent imposer aujourd'hui dans la loi dite de « sécurisation de l'emploi ».

Or, lors du comité d'entreprise du 19 février, la direction de Sofedit-Gestamp a annoncé 190 licenciements sur le groupe, dont 134 au Theil d'ici la fin de l'année, sur 891 salariés au total. Elle les a justifiés en expliquant qu'elle mettait en œuvre l'accord signé « unanimement » le 19 avril 2011 sur le principe « d'adaptation des effectifs ». Mais ces licenciements sont annoncés alors qu'il y a déjà eu

310 suppressions d'emplois sur l'ensemble du groupe depuis 2010, dont 85 au Theil, suite à des démissions, à des départs en retraite non remplacés ou à des licenciements pour faute grave. Au final, ce n'est gnol Gestamp. Ce repreneur cet accord ressemble beaucoup donc pas 190 mais 500 emavait immédiatement imposé à ce que le Medef et le gou- plois que la direction compte supprimer!

On voit quel marché de dupes représente ce genre d'accord: pour les travailleurs, il se traduit par de gros reculs sur les conditions de travail, sur les salaires, et au bout du compte quand même par des suppressions d'emplois. Pour les patrons en revanche, c'est la sécurisation des profits. En effet le groupe Gestamp a publié des résultats en hausse en 2012, avec un chiffre d'affaires de 5,7 milliards, en augmentation de 17 %.

## Les 18, 19 et 20 mai à Presles (Val-d'Oise) a Fête de Lutte Ouvrière



Comme chaque année, la Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, dans le qui permet aussi bien la Val-d'Oise, le week-end de détente que la découverte la Pentecôte, qui tombe cette

ses attractions, ses jeux,

nombreux et variés, le tout dans un grand parc boisé de la nature au travers de la visite d'un Arboretum ou, La Fête de Lutte Ouvrière pour les plus sportifs, d'un Parcours dans les arbres. Un Chapiteau scientifique, une ses stands de nourriture Cité des arts, un Carrousel

de la connaissance, un espace de l'exploitation et de de discussion sur des sujets permettront des découvertes se retrouve aussi dans les débats entre militants. d'un autre genre.

tout une fête politique, dans une ambiance fraternelle et chaleureuse, comme elle peut

consacré à la préhistoire l'oppression. La politique d'actualité ou dans les expositions sur l'histoire La Fête sera évidemment Mais c'est aussi et avant du mouvement ouvrier, l'occasion de réaffirmer sur la situation dans divers les idéaux communistes et pays où, comme en France, internationalistes dont se la bourgeoisie fait payer la revendique notre courant. l'être entre ceux qui veulent crise aux travailleurs. Elle une société débarrassée se retrouve dans les forums

année les 18, 19 et 20 mai. est une fête populaire, avec

#### es artistes à la Fête.

#### Au Grand Podium

Miravette, dans le récital intitulé « Juste une femme ».

VOLO, groupe de chanson française

Avec des textes drôles, touchants ou entraînants, de leur nouvel album «Sans rire».

**R.I.C.** reggae, hip-hop, salsa Des costumes originaux, une musique enlevée, un univers de fête et de partage.



AGNÈS BIHL, chansons d'humour et de révolte. La formule, le jeu de mots et le mot juste pour dire en chansons des situations de la vie quotidienne.

ANNE SYLVESTRE, accom- LA COMPAGNIE JOLIE pagnée au piano de Nathalie MÔME, spectacle de chansons « Paroles de mutins ». La troupe, qui fête son 30<sup>e</sup> anniversaire, chante sa vision de l'actualité, l'insoumission, l'irrévérence et la fraternité.

> LA RUSTINE, rock festif Entre ska, chanson musette et rock, un univers musical festif et plein d'humour autour de textes poétiques et engagés.

LE BAL DES MARTINE, orchestre de bal

Valses farouches, danses cubaines surchauffées, chansons italiennes, musique klezmer endiablée, toutes les danses sont au programme!

BAZAR ET BÉMOLS, chansons françaises swing Du jazz, du manouche et du reggae, pour un spectacle

plein d'énergie.

GADJE TAVARITCH, jazz Avec ce quintet, les standards de jazz et les grands thèmes de la musique tzigane.

#### Dimanche et lundi après-midi Allocution de Nathalie Arthaud sur le Grand Podium



## Les débats au chapiteau scientifique

Des scientifiques et des la sexualité et l'évolution des le cancer?» chercheurs viennent exposer leurs travaux, leurs recherches et répondre le plus simplement possible aux questions du public.

Ronan ALLAIN, paléontologue: « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les Dinosaures»

généticien : « La génétique,

espèces »

Pr Patrick BERCHE, médecin épistémologiste: «L'émergence des épidémies, hier et aujourd'hui»

Marc PESCHANSKI, biologiste: «Les chemins dans la connaissance du cerveau»

Jacques GRILL, cancéro-Pierre-Henri GOUYON, logue: « Où en est-on dans la compréhension et la lutte contre

Frank RAMUS, psychologue: «Les troubles de l'apprentissage chez l'enfant»

Roland LEHOUCQ, astrophysicien: «D'où viennent les atomes qui nous constituent, nous et la matière?»

Roland SALESSE, neurobiologiste: «Parfum du plaisir, parfum du souvenir: l'odorat, un sens oublié?»

## L'Arboretum

Un sentier botanique, parmi 110 espèces d'arbres différentes, a été aménagé, permettant quatre promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.

- \* L'arbre, quel être étonnant!
- \* Les différentes façons de reconnaître un arbre
- \* L'arbre et les poètes
- \* Cette année une nouvelle visite: Les arbres voyageurs

## Le Village médiéval

cœur de ces temps que l'on a appelés le Moyen Âge. Pour y découvrir, grâce aux démonstrations des artisans, les techniques de l'époque: la forge médiévale, la calligraphie, l'usage des instruments de les visiteurs...

Pour se retrouver en plein musique. Pour assister à des démonstrations d'escrime, de combats en armure, au milieu des danseurs et des jongleurs. Et pour y festoyer avec quelques spécialités culinaires d'époque. Et cette année, l'enluminure, le four à pain, quelques surprises attendent

## Cartes d'entrée et bons d'achat

trois jours, sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 14 avril, elles seront vendues au tarif réduit de 12 euros pour les 75865 Paris Cedex 18. trois jours. Ensuite, leur tarif veille de la fête. Sur place, elles seront vendues 20 euros. Les bons d'achat – d'une valeur de l'ordre de Lutte Ouvrière. 5 euros mais vendus 4 euros – sont également disponibles.

Les cartes d'entrée, valables cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à

Lutte Ouvrière BP 233-

Indiquez dans votre passera à 15 euros jusqu'à la courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à Merci d'indiquer l'adresse d'expédition et si possible un

Vous pouvez vous procurer téléphone. Envoi franco.

## Tout savoir sur la Fête fete.lutte-ouvriere.org

#### Au Théâtre De Verdure

CLÉMENCE SAVELLI, chansons de rage et d'ironie

«PUTAIN D'VIE» de Jehan Rictus, par la compagnie théâtrale **L'Échappée** 

FRÉDÉRIC FROMET, humour

BERNARD MEULIEN, conteur, textes choisis de Deligny et Prévert

LA MORDUE, chansons françaises qui parlent des femmes

PONELE COLOR, musique et chansons du folklore latino-américain

LES DEUX MOISELLES **DEB**, chansons d'hier et d'aujourd'hui

LA RABIA, rock engagé

ACORDEAKI, musiques balkaniques détournées

ENTR'ELLES, trio a cappella

**PERVIN**, folklore turc et kurde

THE MOONLIGHT **SWAMPERS**, reprises country et rock

La Cie LES MOYENS DU BORD, opéra-bouffe original «Mozart est là»

## Total nouveau animation

Des animations spectaculaires, en alternance et en permanence, devant le château

- Le tournoi de ping-pong
- · Faire le funambule, ou comment traverser la pelouse sur un fil de fer à 40 cm du sol
- · Le casse-noix géant: un vrai casse-tête
- · La catapulte à poulets (en plastique)
- Les bulles tamponneuses